



Les migrants

Lettre 90 aux cercles de silence

Septembre 2024

Il semble bon de citer le Pape : *Il faut le dire clairement: il y a ceux qui travaillent systématiquement par tous les moyens à repousser les migrants. Et cela, en toute conscience et responsabilité, est un «péché grave».* Il dénonce ceux qui mènent et abandonnent ces personnes dans le désert. La mer et le désert qui sont aussi *«des lieux de passage vers la libération, la rédemption, la liberté »*. Ces migrants ne devraient jamais trouver la mort lors de leur voyage. il est nécessaire de trouver des solutions : *«Ce n'est pas par des lois plus restrictives, ce n'est pas par la militarisation des frontières, ce n'est pas par des rejets que nous y parviendrons, mais en encourageant de toutes les manières possibles une gouvernance mondiale des migrations fondée sur la justice, la fraternité et la solidarité»*. Il a loué les efforts de ceux qui font, d'une manière directe ou indirecte, tout leur possible pour secourir et sauver les migrants blessés et abandonnés sur les routes de la désespérance, sur les cinq continents. Des hommes et des femmes courageux *«qui sont le signe d'une humanité qui ne se laisse pas contaminer par la culture néfaste de l'indifférence et du rejet»*. *«Que les mers et les déserts ne deviennent pas des cimetières»*.

Il est intéressant de voir comment l'Espagne d'une part, et l'Allemagne, d'autre part agissent pour régler la question des migrants, selon les conditions spécifiques de leur pays : en discutant sur les façons d'accueillir et d'intégrer les personnes migrantes en Espagne ; ou, en repoussant les personnes migrantes et en renforçant l'isolement du pays, et la peur des citoyens.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu.....	2
Zone d'attente	3
FRANCE.....	3
Quelques nouvelles çà et là qui font du bien	3
C'est la rentrée !.....	4
Les médecins étrangers attendent le décret censé régulariser leur situation.....	5
Les jeux paralympiques	6
Un sentiment de déclassement professionnel règne chez les immigrés africains	10
Caen	11
Dunkerque.....	11
Dieppe.....	12
Grenoble.....	12
Le Touquet.....	13
Rennes	13
Yvetôt	14
MANCHE	14

MEDITERRANEE.....	18
Géo Barents.....	18
Mare Jonio.....	19
Nadir.....	20
UNION EUROPÉENNE.....	20
Allemagne.....	20
Bulgarie.....	22
Croatie.....	22
Espagne.....	23
Grèce.....	27
Hongrie.....	28
Italie.....	28
Tchéquie.....	32
Vatican.....	32
EUROPE.....	35
Bosnie- Herzégovine.....	35
Royaume-Uni.....	35
AFRIQUE.....	36
Egypte.....	36
Côte d’Ivoire.....	37
Libye.....	37
Maroc.....	39
Mauritanie.....	40
Sénégal.....	40
Tunisie.....	43
AMERIQUE.....	46
Latino-américains.....	46

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Le CRA est toujours plein, avec 93 personnes retenues. Le secteur incendié n'est pas encore réouvert. La logique d'enfermement se confirme avec des juges qui prolongent la rétention alors qu'ils savent que l'expulsion ne sera pas possible vers l'Algérie qui, suite à une brouille diplomatique, n'accepte plus aucun retour de ses ressortissants. Mais qu'importe, on prolonge la rétention jusqu'au maximum, soit trois mois à ne rien faire... L'ennui et le désespoir génèrent beaucoup de violences. Le manque "d'humanité" s'aggrave de plus en plus. L'exemple du jour : un Marocain, dont la compagne doit accoucher incessamment, doit être expulsé et son vol est prévu pour demain, vendredi 23 août 2024.

ZONE D'ATTENTE

A 10 ans, une enfant enfermée à l'aéroport d'Orly

Aya, une enfant de 10 ans, a été enfermée dans la zone d'attente à l'aéroport d'Orly le 30 août 2024 alors qu'elle rejoignait ses parents en France, après avoir fui son pays. Elle y est restée 6 jours, durant lesquels elle a pu expérimenter la violence de l'enfermement aux frontières.

Dès le début de sa privation de liberté, Aya a été maintenue dans des conditions traumatisantes : présence constante de policiers parfois armés, grillages, caméras, difficultés pour s'alimenter ou encore pour se reposer. Aya était transportée à l'aéroport chaque matin à 6 heures et ramenée le soir à l'hôtel aux alentours de 22 heures. Elle était « confiée » à une personne qu'elle ne connaissait pas, salariée d'une compagnie aérienne.

Après 4 jours enfermée dans ces conditions, Aya a fait l'expérience de l'inhumanité des tribunaux. D'abord, le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Créteil lors d'une audience du 3 septembre a considéré qu'il fallait prolonger l'enfermement d'Aya dans son intérêt. Ensuite, elle a été présentée à la cour d'appel de Paris le 5 septembre.

Lors de cette audience, à laquelle ont assisté ses parents, Aya a été interrogée. Assise face à la magistrate, elle a exprimé son incompréhension de la situation, ne répondant pas (ou peu) aux questions incompréhensibles pour elle. Son seul souhait : rejoindre ses parents. Mais la juge continuait implacablement et avec insistance son interrogatoire.

La situation s'est aggravée, au moment de la suspension de l'audience, lorsque la mère d'Aya, enceinte de huit mois, a fait une crise d'angoisse puis un malaise dans la salle d'audience – ce qui a déclenché une crise de panique de la fillette qui se débattait pour rejoindre sa mère. Malgré le chaos régnant dans la salle d'audience à ce moment-là (présence des pompiers, mère d'Aya toujours au sol, père et fillette en pleurs), la magistrate a froidement rendu sa décision, avant de quitter rapidement la pièce : confirmation de la prolongation de l'enfermement d'Aya.

Alors que sa mère a été transportée à l'hôpital avec le reste de sa famille, Aya, elle, a été ramenée par la police en zone d'attente. Si la police aux frontières a mis fin à la privation de liberté d'Aya le soir du 5 septembre, ce n'est pas sans séquelles pour la fillette et sa famille.

Depuis plus de 20 ans, l'Anafé dénonce les conséquences désastreuses de l'enfermement des enfants dans les zones d'attente et martèle qu'il n'est jamais dans l'intérêt d'un enfant d'être enfermé. À l'instar d'autres organisations et autorités, le Comité des droits de l'enfant des Nations unies a dénoncé lui-aussi l'enfermement des enfants dans les zones d'attente dans le cadre de son 6ème examen périodique de la France en juin 2023.

Si la loi du 26 janvier 2024, dite *loi Darmanin*, a mis fin à l'enfermement des mineurs accompagnés de leurs familles dans les centres de rétention, la France s'obstine à priver de liberté des enfants en zone d'attente. Et chaque année, des centaines d'enfants sont enfermés aux frontières françaises, en violation des conventions internationales.

Communiqué de presse du lundi 9 septembre 2024 : <http://www.anafe.org/spip.php?article724>

FRANCE

QUELQUES NOUVELLES ÇA ET LA QUI FONT DU BIEN

Elle vient d'apprendre la reconnaissance de sa minorité par les services départementaux

du **Nord**. Dès le lendemain, elle quittera l'appartement prêté par une bénévole de l'association Utopia56 pendant ses vacances, pour rejoindre un foyer d'accueil de l'Aide social à l'Enfance. Après plusieurs mois de flottement, pendant lesquels l'hospitalité des hébergeurs solidaires d'Utopia 56 l'a préservé de la vie à la rue, elle va enfin pouvoir se poser et se projeter en France.

Chaque samedi, nos équipes organisent à **Lille** une permanence d'activité à destination des jeunes mineurs en attente de reconnaissance. Alors que la plupart d'entre eux sont en France depuis plusieurs mois, condamnés à l'errance en attendant la décision du juge des enfants, ces moments simples sont des rayons de soleil dans leur quotidien.

À **Rennes** et à **Lille**, le week-end passé, les équipes bénévoles ont respectivement organisé des sorties à la plage, à Saint-Malo et à Malo-les-Bains, pour les jeunes qu'elles accompagnent. L'occasion de s'échapper de la ville, de créer du lien et pour certains jeunes, d'appréhender la mer dans des conditions positives, loin des souvenirs bouleversants du parcours de l'exil

A **Rennes**, en parallèle de la permanence de suivi administratif à destination des familles qui habitent le campement du square de La Touche, les équipes bénévoles occupent les enfants en organisant **diverses activités** : dessin, maquillage, Twister, bracelet brésilien... L'occasion de laisser les adultes discuter entre eux, et d'animer le quotidien de ces enfants qui ne partent pas en vacances

Un influenceur accompagne les familles et femmes seules rencontrées plus tôt lors de la permanence à **Paris**, vers le "BagnoLu", lieu d'hébergement d'urgence alternatif, dans lequel sont accueillie chaque nuit plus d'une centaine de personnes. Toute la soirée, il enregistre les moindres détails de la mission, pour promouvoir le lendemain notre action sur les réseaux sociaux. Merci à lui. Jeremiah, 3 ans, a trouvé, au "Bagnolu", un lieu d'hébergement d'urgence alternatif. La mise en place de ce type de projets constitue une réelle réponse aux situations de précarité des personnes que nous accompagnons.

Place de la Bastille, le 6 aout 2024 : les familles se mobilisent pour revendiquer leurs droits, accompagnées par l'association Droit au Logement et Utopia 56. Pendant les Jeux Olympiques de **Paris**, plusieurs rassemblements ont eu lieu pour visibiliser celles et ceux qui ne font pas partie de l'héritage social de ces jeux. Malgré la violente répression de ces manifestations, c'est une victoire en demi-teinte : au moins **630 personnes ont finalement eu droit à un toit** à la suite de ces mobilisations.

Séance photos entre jeunes et bénévoles lors de la sortie au lac de Monnaie près de **Tours**. Une après-midi pour profiter de baignades et de jeux : mölkkky, frisbee, pétanque. Tout au long de l'été, les équipes ont redoublé d'imagination et de mobilisation pour proposer des activités et des sorties aux jeunes isolés en recours. Ces sorties sont indispensables pour couper de l'attente et de l'incertitude.

<https://utopia56.org/>

C'EST LA RENTREE !

Des enfants scolarisés vivent dans la rue

C'est la rentrée scolaire pour des milliers d'enfants en France, une rentrée qui ne se passe pas dans les mêmes conditions pour tous.

Selon un communiqué de l'UNICEF sorti cette semaine, au moins 2043 enfants vivent à la rue. Les trois quarts d'entre eux ont l'âge d'aller à l'école. Un chiffre en augmentation de 120% par rapport à 2020 et qui reste sous-évalué. En avril 2024, un recensement similaire concernant les MNA en recours, indique que ces jeunes exilés dont la minorité est contestée, survivent à la rue dans l'attente d'un verdict définitif par le juge des enfants. On dénombre alors au moins 3477 jeunes dans cette situation, dont 208 filles.

Ces enfants, ces ados, doivent batailler pour s'inscrire à l'école, et une fois chose faite, doivent tant bien que mal faire cohabiter cette scolarité avec une vie à la rue, pleine d'incertitude, de peurs et d'inconfort. Si le soutien des associations permet à certains de trouver des solutions d'hébergement et un accompagnement dans leur scolarité, pour d'autres, c'est le parcours du combattant

<https://utopia56.org/>

Trop étrangère pour faire de longues études

Une mineure de 17 ans, vient de faire sa rentrée en classe de terminale, et passera son bac en fin d'année. Ses résultats scolaires sont excellents, et ses professeurs unanimes : O. souhaiterait s'inscrire en licence de mathématiques à l'université. Mais il y a un problème. Etant une mineure isolée étrangère : « Pour avoir un titre de séjour, il faut que j'aie en CAP, on m'a parlé du CAP opérateur en industries agroalimentaires ». Et les jeunes n'ont pas non plus la garantie de pouvoir la choisir l'orientation, puisqu'ils se voient attribuer les places qui restent. D'après le constat auprès de jeunes que nous accompagnons, certaines places dans les filières professionnelles seraient en effet attribuées en dernier aux mineurs isolés, une fois les autres inscriptions enregistrées.

Et en cette période de rentrée, il en faut pas oublier ce que vivent chaque année des milliers de jeunes personnes étrangères, contraintes de renoncer aux longues études auxquelles elles aspirent pour se tourner vers une filière qu'elles n'ont pas choisie. Les parcours d'étude de ces jeunes, confiés à l'aide sociale à l'enfance après leurs 16 ans, sont en effet jalonnés de nombreux obstacles inacceptables. L'administration française considère que les parcours généralistes ou les études supérieures ne sont pas assez professionnalisants pour que ces jeunes puissent prétendre à un titre de séjour – dont la délivrance ne leur est dans tous les cas pas garantie. Il s'agit ni plus ni moins d'une profonde discrimination envers ces jeunes qui redoublent d'efforts pour poursuivre les cursus longs dont ils et elles rêvent, et parfois dans des conditions d'études très difficiles (logements dans des hôtels insalubres, souvent très éloignés de l'école, en chambre sans intimité).

La Cimade

LES MEDECINS ETRANGERS ATTENDENT LE DECRET CENSE REGULARISER LEUR SITUATION

Début septembre 2024, les hôpitaux publics ont été alerté :leur déficit continue de s'aggraver et devrait dépasser deux milliards d'euros en 2024. Dans le même temps, le manque de personnel soignant provoque les fermetures de lits. D'après les dernières estimations, 15 000 postes de praticiens hospitaliers sont toujours vacants et autant d'infirmiers ou d'infirmières. Deux chiffres d'apparence sans rapport, mais qui pourraient expliquer l'incertitude dans laquelle sont abandonnés les médecins étrangers.

À l'hôpital, presque **un médecin sur trois a été formé hors de France** et pour la moitié d'entre eux, dans un pays extérieur à l'Union européenne (UE) : on les appelle les "Padue", pour praticiens à diplôme hors Union européenne. Dans de nombreux hôpitaux, ils sont devenus indispensables. "*Dans mon service d'oncologie, nous sommes trois pour tout le département où je travaille*", explique un radiothérapeute et diplômée de la faculté de médecine de Casablanca au Maroc. "*J'ai mes propres patients, j'encadre même un interne.*" Pourtant, les Padue ne sont pas reconnus comme des médecins à part entière.

Pour cela, ils doivent passer un "*examen de validation des compétences*", censé garantir la qualité de leur formation. Un examen qui porte mal son nom puisque dans les faits, il s'agit d'un **concours** avec à chaque fois un nombre limité d'élus. Tous les ans, des médecins en poste qui exercent parfois depuis des années en France, échouent. "*J'ai eu 13,5 à l'examen l'an dernier. Le seuil en*

oncologie était de 13,95, donc je n'ai pas été retenue pour une histoire de virgule", raconte un padhue. Dans certaines spécialités, le recrutement est même encore plus sévère. "L'an dernier, ils avaient annoncé 37 postes en ophtalmologie et ils n'ont retenu que 17 candidats. Je connais des gens qui ont eu 15 sur 20 et qui n'ont pas eu le concours. Des médecins qui ont exercé pendant plusieurs années, au service de la population et qui se voient refuser le droit d'appartenir au corps médical français alors qu'ils ont eu une excellente note, je ne comprends pas."

Sous la pression des hôpitaux, le gouvernement d'Élisabeth Borne avait promis de ne pas laisser les Padhue ayant échoué à l'examen sans solution. Une loi a été votée fin 2023 prolongeant leur autorisation de travail pour 13 mois renouvelables. Sauf que le décret d'application n'a jamais été publié. *"On se retrouve dans une impasse avec un certain nombre de médecins qui ont quitté leur poste, ce qui entraîne des fermetures de consultation et des fermetures de lit. Un certain nombre sont même rentrés dans leur pays d'origine, s'alarme le porte-parole des médecins urgentistes de France et responsable de la CGT santé. Un collègue est rentré chez lui au Rwanda parce qu'il n'a pas eu l'autorisation de rester en France alors qu'il avait été responsable d'une réanimation en Auvergne pendant toute la période Covid-19. C'est quand même un problème !"*

L'explication est peut-être à trouver du côté des finances publiques. Si tous les Padhue voyaient leurs diplômes reconnus, il faudrait les payer comme des médecins français. Or aujourd'hui un Padhue à son arrivée en France est payé 1 700 euros brut, soit beaucoup moins qu'un médecin français et même moins qu'un interne. Même quand ils bénéficient d'un droit temporaire d'exercer, ils restent largement sous-payés : cinq fois moins que leurs collègues français.

"Et cela reste un statut précaire. Que deviendrons-nous dans deux ans ? L'idée n'est pas de créer un appel d'air et de dépouiller les pays qui forment ces médecins qui viennent ensuite exercer en Europe". "Mais ceux qui sont là et qu'ils souhaitent rester, ils bossent ici, ils restent ici" c'est le slogan de la CGT. Surtout que ce sont des travailleurs indispensables pour maintenir l'hôpital public à flot".

Le médecin urgentiste a une explication plus cynique encore pour expliquer les réticences de l'exécutif à régulariser la situation des médecins étrangers. *"Les Padhue assurent leur service dans des hôpitaux de petite taille que le gouvernement veut fermer, accuse-t-il. Donc en faisant fuir les Padhue, n'ayant aucun médecin pour les remplacer, cela permet d'accélérer les fermetures de services et d'hôpitaux de proximité."* Autant dire que la position du nouveau gouvernement sur ce dossier sensible est très attendue.

LES JEUX PARALYMPIQUES

Des Jeux paralympiques historiques pour la délégation des réfugiés

La délégation des réfugiés a déjà gagné deux médailles de bronze aux Jeux paralympiques de Paris. Un succès historique qui force le respect et nourrit forcément des ambitions. Mais faire grandir une équipe de cette nature représente de nombreux défis.

"Il y a un groupe d'associations de soutien aux réfugiés aux Pays-Bas qui m'ont contacté pour me féliciter et m'encourager après notre qualification pour les demi-finales pour nous pousser, nous encourager. Des réfugiés partout dans le monde nous contactent, nous disent qu'ils sont dans tel ou tel pays et qu'ils sont contents de ce qu'on fait." Inspirer de la fierté et du courage est aussi un des buts des performances livrées par ces athlètes aux parcours de vie souvent tortueux. *"Quand je venais de perdre la vue, je pensais que c'était mort pour le sport. (...) Aujourd'hui, je suis un grand champion, dit le médaillé de bronze. Aujourd'hui, je me sens homme, confiant. Cela a toujours été mon combat d'attirer les déficients visuels du monde entier."*

Une victoire dans une bataille de longue haleine, qui nourrit les espoirs et les ambitions d'une équipe qui, jusqu'à maintenant, demandait seulement à ses membres de "donner le meilleur

d'eux-mêmes", sans jamais fixer d'objectif de médailles. Désormais, la voie est grande ouverte pour des ambitions plus grandes, une équipe plus forte et un désir ardent de montrer que ces hommes et ces femmes ne sont pas présents aux Jeux parce qu'on veut bien les y laisser. Le chef de mission de l'équipe paralympique des réfugiés, ancien joueur de tennis-fauteuil, insiste là-dessus et aime rappeler que chacun de ses athlètes a dû se qualifier, comme tous les autres. "Même dans les autres équipes, qui peuvent être plus compétitives ou plus grandes, tout le monde ne gagne pas de médaille. Même dans les pays développés. C'est une preuve supplémentaire qu'ils méritent d'être là. Les derniers jours l'ont prouvé". "Quand il faudra rassembler la prochaine équipe, il n'y a aucun doute qu'on cherchera à avoir plus de monde et plus de succès."

Alors, il faut bâtir, ce qui est loin d'être évident. Car s'il bataille pour que ses athlètes soient vus comme les autres, leur statut de réfugié rend tout de même leur intégration à l'équipe à part. *"Le point le plus important reste les appels aux sélections, détaille le responsable de mission. Parce que contrairement aux autres pays, où vous savez déjà où sont les athlètes, le problème avec les réfugiés et les déplacés, c'est qu'ils bougent. Au-delà du fait que leur nationalité peut changer en fonction du pays où ils sont, en quelques mois, ils peuvent devenir des athlètes avec une situation complètement différente."* Alors, d'ici à Los Angeles 2028, pour espérer un plus gros contingent, il faudra démarcher chaque fédération membre du Comité international paralympique.

Car *"ces athlètes existent dans une communauté quelque part, ils sont coachés par quelqu'un. Donc, on demande si les fédérations connaissent des athlètes qui rassemblent les critères."* Parce qu'il n'est pas question de recruter un athlète pour faire de la figuration, ou qui ne correspondrait pas aux valeurs véhiculées par la compétition. Tout ce travail sans compter les différents statuts de réfugiés, les différentes politiques de gestion de ces derniers selon les pays.

Un plan de soutien pour les athlètes réfugiés à venir

Reste aussi la question du soutien des athlètes entre chaque olympiades. Il n'est pas rare que ces derniers ne puissent participer à deux éditions des Jeux d'affilée. Zakia Khudadadi, par exemple, pourrait bien obtenir la citoyenneté française d'ici Los Angeles 2028. En revanche, l'idée de la création d'une délégation de réfugiés n'a pas pour seul but de leur donner un accès au grand raout du sport mondial une fois tous les quatre ans. *"Parce qu'ils sont réfugiés, ils n'ont pas le même soutien que les autres athlètes peuvent avoir de la part de leurs pays. Nous travaillons à un programme avec les différentes fédérations membres pour voir comment nous pouvons supporter les athlètes entre les Jeux. Dans les prochains mois, on va faire une annonce."*

Reste un défi de taille, qui revient de manière cyclique : bâtir un esprit d'équipe avec des femmes et des hommes qui viennent du monde entier, aux cultures différentes. Une tâche de plus en plus difficile à mesure que l'équipe s'étoffera. Cette année, grâce à un gros travail du comité et un stage de 10 jours précédant les Jeux paralympiques, l'unité a été atteinte. *"C'est une équipe de réfugiés, on vient de divers pays, mais on s'est rassemblés. Notre première médaille du côté du taekwondo, on a célébré, chanté, dansé... Et pour ma médaille aussi !"*, sourit Guillaume Junior Atangana. Los Angeles 2028 est encore loin pour une équipe à la composition aussi instable. Mais personne n'empêchera ses membres de rêver d'ici là.

Le sprinteur réfugié Guillaume Junior Atangana : médaille de bronze du 400 m

Il a réalisé une course exceptionnelle au Stade de France ce dimanche en prenant la troisième place du 400m hommes en battant son record personnel avec un temps de 50:89. Il remporte ainsi une deuxième médaille historique pour l'équipe paralympique des réfugiés.

« Je suis très heureux de remporter cette médaille. Elle démontre à quel point le mouvement paralympique est galvanisant pour les réfugiés. C'est un honneur pour moi : j'ai écrit mon nom dans l'histoire », a déclaré le sprinteur, que tout le monde appelle Junior. *« Le message*

que j'adresse à tous les réfugiés à travers le monde, c'est de croire en soi ! ». Ses performances ont été à la hauteur de ses propos, avec trois records personnels consécutifs sur deux jours de compétition. Samedi, avec son guide de course, lui aussi réfugié, Donard Ndim Nyamjua, Junior a réalisé un record personnel de 51:95 lors de la première série, suivi d'un second record personnel de 51:03 lors de la demi-finale, ce qui lui a permis de se qualifier pour la finale de dimanche avec le deuxième meilleur temps, derrière le Français Timothée Adolphe.

Au cours de sa petite enfance, la vision de Junior s'est dégradée progressivement jusqu'à ce qu'il perde complètement la vue à l'âge de 12 ans, ce qui a mis fin à ses rêves de devenir footballeur professionnel. La course à pied lui a permis de reprendre confiance en lui et de renouer avec son amour du sport. *« Je venais de perdre la vue, ce n'était pas facile pour moi. Je manquais de confiance même pour marcher. Mais quand je courais, je n'avais pas peur »*, a-t-il expliqué. Le fait de concourir à Paris envoie un message fort aux autres réfugiés et à toutes les personnes en situation de handicap, à savoir que *« tout est possible »*. *« Je veux montrer au monde que le fait d'être aveugle n'est pas la fin de tout. Il est toujours possible de faire de grandes choses »*.

La Haut-Commissaire adjointe pour les réfugiés, a déclaré : *« Voir Guillaume et son guide de course Donard décrocher la médaille de bronze est une expérience extrêmement émouvante et encourageante pour tous ceux qui soutiennent l'équipe paralympique des réfugiés »*. *« Ils ont su rester fidèles à leur rêve de devenir des champions, malgré les obstacles qui se dressaient devant eux. Ils sont l'exemple même du courage, de la persévérance et du travail acharné dont font preuve les réfugiés pour reconstruire leur vie et se créer de nouvelles opportunités »*.

Avec deux médailles à son actif, l'équipe paralympique des réfugiés fait encore mieux que l'équipe olympique des réfugiés, qui a connu un succès historique lors des Jeux de Paris 2024, en remportant sa première médaille, une médaille de bronze en boxe féminine.

les huit athlètes réfugiés et les deux guides de course concourent dans six disciplines : para-athlétisme, para-haltérophilie, para-tennis de table, para-taekwondo, para-triathlon et escrime en fauteuil roulant.

Dimanche également, Sayed Amir Hossein Pour a participé à la compétition de tennis de table paralympique et s'est incliné face au Thaïlandais Phisit Wangphonphathanasiri lors du premier tour.

L'équipe paralympique des réfugiés

L'équipe paralympique des réfugiés défilera le long des Champs-Élysées jusqu'à la place de la Concorde à Paris. *« Je suis très ému et heureux. Cela me donne des frissons. Je peux déjà l'imaginer dans ma tête. Je me considère comme un grand champion, celui qui a réalisé ses rêves »*, a déclaré Guillaume Junior Atangana à propos de sa sélection comme porte-drapeau de l'équipe aux côtés de son guide de course et compatriote réfugié, Donard Ndim Nyamjua. Il pensait que ses rêves de devenir un grand sportif étaient terminés lorsqu'il a perdu la vue alors qu'il était enfant, mais il s'est tourné vers le para-athlétisme et le sprint. Il a terminé quatrième au 400 m T11 aux Jeux paralympiques de Tokyo 2020, ratant de peu une médaille.

Les huit athlètes réfugiés sont hébergés dans six pays et concourront dans six sports : para-athlétisme, para-force athlétique, para-tennis de table, para-taekwondo, para-triathlon et escrime en fauteuil roulant. Le premier membre de l'équipe à concourir le premier jour sera la star du para-taekwondo Zakia Khudadadi, championne d'Europe en 2023 dans la catégorie des 47 kg. Elle est une défenseure des droits des femmes dans le monde entier et a fait la une des journaux après avoir fui son pays quelques jours avant Tokyo 2020.

À l'échelle mondiale, on estime qu'au moins 18 millions de personnes handicapées ont été déplacées de force de leur foyer, en raison de la guerre, des conflits, de la violence et des violations des droits de l'homme. Beaucoup d'entre elles sont confrontées à des risques accrus de

violence, de discrimination, d'exploitation et d'abus, et à des obstacles pour accéder à un soutien, une assistance, une éducation, des activités sportives et des moyens de subsistance essentiels.

« L'équipe paralympique des réfugiés est une source d'inspiration pour nous tous. Ces athlètes incroyables ont surmonté une adversité inimaginable pour atteindre le plus haut sommet du succès sportif », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. *« Leur présence sur la scène mondiale envoie un message d'espoir à des millions de réfugiés à travers le monde, et à nous tous. Cette équipe remarquable nous rappelle à quel point il est important pour les personnes handicapées d'avoir la chance de participer pleinement à la société sur un pied d'égalité ».*

Avec sa **médaille de bronze en parataekwondo** (-47 kg) aux Jeux paralympiques de Paris 2024, jeudi 29 août 2024, Zakia Khudadadi, tout au long de la journée, elle a aussi conquis l'amour du public de son pays d'adoption, qui l'a soutenu aussi fort et bruyamment.

Même si elle n'en a pas la nationalité sportive, elle a découvert que le public l'a déjà adopté. Passablement assoupi depuis le début de la matinée, il se réveille pour encourager l'Afghane : "Allez les Bleus ! Allez les Bleus !" "J'avoue que j'avais un peu d'appréhension pour elle sur le public", révèle son entraîneuse. "Mais, quand on est arrivées et qu'on a vu toute la foule avec les pancartes à son nom. On a réalisé à quel point elle était connue et soutenue." En effet, dès le premier combat, le public s'est mis à hurler sa joie à chaque coup porté sur la poitrine de son adversaire. Portée par la foule et son talent, elle se débarrasse de sa première adversaire du jour (21-11). Elle tombe en revanche sur un os face à l'Ouzbekistanaise une heure et demie plus tard. Dans un match très serré, conclu sur un tout petit écart 3-4, elle doit finalement s'incliner face à son adversaire, malgré le soutien sans faille des tribunes. Il en faut plus pour l'abattre.

Originaire de la ville de Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan, elle naît avec un bras atrophié. Après avoir débuté le taekwondo à l'âge de neuf ans, elle se destinait plutôt à une carrière dans son pays d'origine, où elle s'entraînait avec l'équipe nationale. Avec le retour des Talibans, son entraîneur lui dit de se cacher car en tant que femme handicapée appartenant à la minorité chiite hazara, elle risque désormais sa vie. Zakia Khudadadi lance un appel à l'aide via une vidéo. La France l'exfiltre en 2021 et, depuis trois ans, elle s'entraîne à l'Insep, le prestigieux institut du sport.

Elle aurait voulu représenter la France lors de ces Jeux mais l'administratif pour sa naturalisation en a décidé autrement. Qu'importe : la fédération française de taekwondo la considère comme l'une des leurs et fait la promotion de ses compétitions et de ses victoires comme si elle était une tricolore. Dans son box, c'est la Française médaillée d'argent à Rio, qui la coache et donne de la voix pour l'encourager ou la recadrer. C'est aussi la charismatique entraîneuse qui l'a remobilisée avant d'attaquer son match face à la Turquie. Dans ce repêchage tendue, Zakia Khudadadi a longtemps été menée d'un petit point de pénalité. Elle a su trouver les ressources pour renverser la situation.

Sur la retenue depuis le début de la journée, l'Afghane a longtemps célébré sa victoire, synonyme de match pour le bronze. Elle s'est précipitée dans les bras de son entraîneuse qui a porté bien haut la petite athlète avant que celle-ci se fende d'un tour d'honneur pour le plus grand bonheur des supporters tricolores, qui ont créé une ambiance électrique pendant tout le combat.

"Je pensais que la Marocaine allait combattre. Je préférerais être prête pour un deuxième combat", a-t-elle avoué. Mais celle qu'elle aurait dû affronter, ne s'est pas présentée comme prévu lors de la petite finale. Elle a donc pu s'offrir un nouveau tour d'honneur avec sa coach qui lui a apporté le drapeau des réfugiés tandis que le kiné de l'équipe de France a apporté le drapeau français. Un drapeau sous lequel elle espère défiler en 2028 à Los Angeles. La procédure de naturalisation, suit son cours et la médaille ne peut faire que l'accélérer.

Elle veut donner de la force "aux filles et femmes afghanes" et à "toutes les femmes réfugiées dans le monde". C'était son "l'objectif", elle qui concourt pour l'équipe des réfugiés, depuis son arrivée en France en 2021. "Je viens d'un pays très dur", témoigne-t-elle, qui a fui l'Afghanistan après la prise de Kaboul par les Talibans. Elle remporte la première médaille de l'histoire de l'équipe des réfugiés aux Jeux paralympiques. "C'est génial, c'est un rêve", sourit-elle.

https://www.francetvinfo.fr/jeux-paralympiques/taekwondo/parataekwondo-avec-sa-medaille-de-bronze-aux-jeux-paralympiques-2024-l-afghane-zakia-khudadadi-veut-donner-de-la-force-aux-filles-et-femmes-de-son-pays_6753130.html

Porte-drapeau

Le porte-drapeau et sprinteur para-athlétisme Guillaume Junior Atangana a terminé quatrième au 400 m T11 aux Jeux paralympiques de Tokyo 2020, manquant de peu une médaille. Lors de la cérémonie d'ouverture de mercredi, il a porté le drapeau paralympique aux côtés de son guide dans le 400 m T11 et de son compatriote réfugié, Donard Ndim Nyamjua. Guillaume Junior Atangana participera également à l'épreuve du 100 m T11 à Paris.

Ibrahim Al Hussein participe à ses troisièmes Jeux paralympiques consécutifs, mais à son premier para-triathlon après avoir déjà participé à la para-natation.

Salman Abbariki fait ses débuts en équipe de réfugiés au lancer du poids en para-athlétisme, un sport dans lequel il a déjà concouru avant de devenir réfugié, à Londres en 2012 et aux Jeux paralympiques asiatiques en 2010, où il a remporté l'or et battu le record asiatique.

Hadi Darvish participe à la compétition de para-force athlétique, après avoir remporté la médaille de bronze dans l'épreuve masculine jusqu'à 80 kg lors de la Coupe du monde de Tbilissi 2024 en juin, tandis qu'en para-tennis de table, Sayed Amir Hossein Hosseini Pour espère poursuivre sur sa lancée après avoir remporté deux médailles d'or aux Jeux paralympiques asiatiques de la jeunesse 2021 à Bahreïn.

En escrime en fauteuil roulant, Amelio Castro Grueso espère également réitérer son succès antérieur après avoir remporté le bronze à l'épée masculine catégorie B au Championnat des Amériques d'escrime en fauteuil roulant 2024 au Brésil en mai.

UN SENTIMENT DE DECLASSEMENT PROFESSIONNEL REGNE CHEZ LES IMMIGRES AFRICAINS

En 2023, sur les 7,3 millions d'immigrés qui vivent en France, 48 % viennent d'un pays d'Afrique, selon le dernier rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Alors qu'ils sont les plus nombreux par rapport aux immigrés venant d'Asie ou d'Europe, ils connaissent un sentiment de déclassement sur le plan professionnel plus important que les autres.

Un immigré sur trois venant d'Afrique estime que le poste qu'il occupe est en deçà de ses compétences professionnelles. (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8237722>).

"Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le fait d'avoir un diplôme et notamment d'avoir un diplôme du supérieur ne prémunit pas contre le risque de mobilité descendante et de sentiments de déclassement. Puisque 36 % des immigrés africains qui connaissent une mobilité descendante avaient un diplôme du supérieur". "Et en fait, ce qui est en jeu ici, c'est la question de la reconnaissance des diplômes. Il y a un certain nombre d'immigrés africains qui ont obtenu un diplôme de leur pays d'origine, mais ce diplôme n'est pas reconnu en France et donc ils sont contraints d'accepter des emplois qui sont en deçà de leur niveau de compétence quand ils arrivent en France". Les raisons sont multiples. "Un immigré qui maîtrise moins bien la langue française sera peut-être contraint d'accepter un emploi qui ne correspond pas forcément à son niveau de qualification. Un autre enjeu, c'est aussi la question des discriminations sur le marché du travail. On sait que les immigrés n'occupent pas des emplois qui correspondent à leur niveau de compétence",.

Si le marché de l'emploi est rude pour ces étrangers, leur situation professionnelle a tendance à s'améliorer au fil des années passées sur le territoire français.

CAEN

Une quinzaine de personnes, dont plusieurs familles, se sont installées dans l'ancien presbytère de l'église Saint-Michel de Vaucelles, rue de Branville à Caen, avec l'aide de l'association Assemblée Générale de lutte contre toutes les expulsions. Le soir du dimanche 8 septembre 2024, des policiers sont intervenus dans le bâtiment, pour lever le doute d'un cambriolage, d'après la préfecture du Calvados, mais les militants considèrent que c'est une expulsion illégale. L'entrée a été murée dimanche dans la soirée. Devant l'église, le presbytère est maintenant verrouillé, protégé par un vigile. Une quinzaine d'hommes, de femmes et d'enfants se retrouvent à la rue et, parmi elles, des familles avec de jeunes enfants. C'est un groupe de personnes exilées, sans domicile.

Un ivoirien, la quarantaine, originaire de Côte d'Ivoire, à Caen depuis plus de six ans, père de famille, était à l'intérieur quand les policiers sont rentrés : *"J'étais dans les toilettes et en sortant, je croise deux policiers qui me disent 'Qu'est-ce que tu fais ici ? Tu es dans la maison de Dieu'."* Les policiers, pistolet à impulsion électrique à la main, lui ont ensuite demandé de sortir et qu'il s'est exécuté. Il se retrouve alors, à nouveau, à la rue. Même chose pour une femme et ses deux enfants de 3 et 4 ans, scolarisés à Caen, elle semble abattue : *"Quand tu as de l'espoir et que tu vois la lumière s'éteindre comme ça, ce n'est vraiment pas facile."* Elle tient bon pour ses enfants, pour *"jouer son rôle de mère"*, mais s'inquiète tous les jours du risque de ne pas trouver un logement pour la nuit.

Un militant de l'«AG de lutte contre toutes les expulsions», se dit dans son droit, et ne compte pas s'arrêter là : *"Ce qui nous anime, c'est la citoyenneté. Un toit, c'est un droit. Il y a des gens dehors, il y a des bâtiments vides : tant qu'il y aura des gens dehors, nous, on les mettra dans des bâtiments vides."* D'après le collectif, après 48 heures d'occupations d'un logement vide, dans lequel ils disent être rentrés sans infraction : impossible d'expulser sans procédure. *"Habituellement, les forces de l'ordre respectent ce délai qui fait partie de la jurisprudence, et elles doivent attendre une décision du tribunal judiciaire pour pouvoir intervenir. Là, elles sont intervenues sans aucun mandat, sans aucun arrêté préfectoral, et elles ont décidé par elles-mêmes d'expulser. On ne comprend pas du tout ce qui s'est passé". "Ils ont agi de manière illégale".*

L'association dénombre 6.000 logements vides à Caen, 8.000 dans l'agglomération, qui pourraient servir de solution pour ces quelques familles à la rue. *"Quand la préfecture paye une nuit d'hôtel, c'est 25 euros par chambre et par jour. Les marchands de sommeil, c'est 12 euros par personne, donc pour une famille de cinq, ça fait 60 euros par jour, 1.800 euros par mois. Alors qu'une réquisition de logement vide, ça coûterait évidemment beaucoup moins cher".*

Concernant l'expulsion du presbytère, l'association envisage des poursuites judiciaires. En réponse à ces accusations, la préfecture du Calvados indique que les policiers ne sont pas intervenus pour expulser le squat, mais parce qu'ils ont été appelés par une personne du voisinage qui suspectait un cambriolage. Selon la préfecture, c'est au cours de la levée de doute que les policiers ont surpris les personnes hébergées dans le squat, et qu'il n'y a pas eu d'usage de la force. C'est ensuite la Ville de Caen qui a fermé et sécurisé le lieu, après que les exilés l'ont quitté.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/ils-ont-agi-de-maniere-illegale-apres-l-evacuation-d-un-squat-a-caen-une-association-s-indigne-7884393>

<https://www.ouest-france.fr/normandie/caen-14000/a-caen-un-nouveau-squat-rue-de-branville-la-police-intervient-939a7eec-6ddf-11ef-ae01-eadd2e601b92>

DUNKERQUE

Jeudi 29 août 2024, les forces françaises ont procédé au sauvetage de **77 migrants** au large de Dunkerque. À son arrivée sur zone, l'équipage d'un patrouilleur de la Marine nationale *"constate que l'embarcation est en train de se disloquer et que les personnes présentes à bord de*

l'embarcation demandent une assistance d'urgence". "Les personnes secourues ont ensuite été déposées à quai à Calais (62) et été prises en charge par les secours terrestres et la police aux frontières".

<https://www.premar-manche.gouv.fr/communiqués-presse/operation-d-assistance-et-de-sauvetage-de-65-personnes-au-large-de-gravelines-59>

DIEPPE

Sept migrants retrouvés dans une fourgonnette, deux passeurs condamnés

Sept personnes ont été découvertes cachés dans une fourgonnette, dans la nuit du 5 au 6 septembre 2024, à l'occasion d'un contrôle au terminal Transmanche de Dieppe. Un couple d'Irakiens et leurs quatre enfants mineurs, ainsi qu'un homme de nationalité palestinienne. L'enquête menée par l'Office central de lutte contre les trafics illicites de migrants a permis d'identifier deux passeurs présumés. Un Roumain de 50 ans et un Italien de 34 ans. Ils ont été déférés au parquet à l'issue de leur garde à vue et ont été jugés en comparution immédiate vendredi 7 septembre après-midi. Le tribunal correctionnel de Dieppe les a condamnés à trois ans de prison ferme et 10 ans d'interdiction du territoire français, pour aide à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger sur le territoire et risque immédiat de mort ou d'infirmité permanente.

Le 30 août 2024, un irakien de 33 ans a déjà été condamné par le tribunal correctionnel de Dieppe à 3 ans de prison ferme. L'homme avait été interpellé quelques jours plus tôt sur le territoire de la commune en compagnie d'une famille de quatre personnes dont deux mineurs, qui avait finalement refusé d'embarquer sur un bateau pneumatique. Cette nuit-là, 29 migrants avaient été retrouvés à Grèges et 24 autres à Longroy en limite du département de la Somme.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/dieppe-sept-migrants-retrouves-cachees-dans-une-fourgonnette-sur-le-terminal-transmanche-deux-passeurs-condamnes-9829160>

GRENOBLE

Le campement du pont ferroviaire démantelé, 25 personnes évacuées

Les forces de l'ordre et les agents du nettoyage urbain sont intervenus lundi matin 9 septembre 2024 entre le cours Berriat et la gare à Grenoble pour évacuer le bidonville qui s'était installé là petit à petit depuis dix mois "à l'abri" du pont SNCF, le long de la ligne de tramway. L'opération conjointe menée par les services de la Préfecture et par la mairie a débuté à 7 heures du matin. Elle s'est déroulée dans le calme. 25 personnes ont été évacuées : essentiellement des Macédoniens et une famille de Serbes (dont une notification d'Obligation de Quitter le Territoire Français a été notifiée). Pour le reste, neuf personnes ont été prises en charge dans des hébergements d'urgence dans l'agglomération de Grenoble, neuf autres par l'association Adoma dans le Nord-Isère. *"On avait des personnes qui au début n'étaient pas très nombreuses mais qui progressivement sont venues dans un endroit qui présente un danger avec le passage des tramways. Il était urgent que l'Etat intervienne"*, explique l'adjoint à la mairie en charge de l'action sociale.

Ces personnes ont donc été prises en charge : *"Il a été proposé à quelques personnes une aide au retour dans le pays d'origine et sinon des places en hébergements temporaires. Depuis le mois de juin, 77 personnes ont été hébergées, c'est un bidonville où on avait un renouvellement des personnes."* La police municipale va s'assurer qu'un campement ne se recrée pas dans les prochains jours et à moyen terme, la ville prévoit des aménagements sous ce pont du Cours Berriat.

À Grenoble, la tension est très forte puisque l'on **compte un millier de personnes à la rue**, vivant en squat ou en hébergement précaire selon la mairie. Un autre bidonville est d'ailleurs particulièrement scruté en ce moment : *"C'est un bidonville qui fait l'objet d'une surveillance active car il fait l'objet de trafics. Une intervention de la police devrait avoir lieu prochainement."*

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/le-campement-de-berriat-evacue-a-grenoble-3596962>

LE TOUQUET

33 migrants piégés par la marée

Vendredi 30 août 2024 vers 7h du matin, 33 migrants, originaires du Soudan, d'Irak et de Syrie, ont failli rester bloqués dans l'eau. Les exilés, qui attendaient leur "taxi boat" sur la plage de Stella, près du Touquet (dans le nord de la France), se sont retrouvés piégés par la marée au moment de monter dans l'embarcation. Ils n'ont pas pu prendre place dans le canot, arrivé déjà surchargé sur la plage. Les gendarmes affectés à la lutte contre l'immigration clandestine (LIC) sont intervenus pour secourir les naufragés, avant la venue d'une quinzaine de pompiers. Ces derniers ont aussi effectué des recherches dans la zone pour s'assurer qu'aucune personne ne soit en danger au large.

Les taxis-boats sont en pleine expansion ces dernières années dans le nord de la France. Pour tromper la vigilance des policiers déployés en nombre le long du littoral, les passeurs font partir les bateaux pneumatiques plus au sud, avec quelques personnes seulement à bord. Ils mettent dans un premier temps le cap au nord, vers les plages plus proches de Calais, où se cachent les passagers ayant payé pour la traversée. Ceux-ci se jettent alors à l'eau pour embarquer. Selon le droit maritime, les policiers ne peuvent pas interpellier les embarcations déjà en mer. Cette méthode peut mettre en danger les exilés, qui attendent les embarcations dans l'eau, parfois jusqu'au torse. Ils risquent "la noyade, l'hypothermie ou l'enlèvement dans les vasières".

RENNES

Une association accompagne et héberge 70 exilés au sud de Rennes

L'association Accueil Réfugiés Bruz (ARB) poursuit l'accompagnement et l'hébergement d'exilés qui arrivent à Bruz et à Pont-Péan (Ille-et-Vilaine). Elle tisse aussi des liens avec les associations locales telles l'Escale, en participant notamment à la création de cours de soutien scolaire pour les enfants en difficulté à l'école. Dimanche 8 septembre 2024, accompagnateurs, familles accueillantes et exilés suivis par l'ARB se sont retrouvés à la maison des associations pour une journée festive afin d'oublier les tracas quotidiens. L'association qui accompagne les exilés, localisés à Bruz et à Pont-Péan, assure, aujourd'hui, l'hébergement de 13 familles et de six jeunes majeurs. Ces exilés, soit 70 personnes, sont hébergés dans des maisons individuelles (dont une est située à Pont-Péan), des colocations pour jeunes hommes majeurs et des femmes seules avec des enfants. Vingt-cinq accompagnateurs suivent ces personnes les orientant dans leurs démarches. En outre, l'ARB accueille deux jeunes dans des familles solidaires. Nous avons 18 familles qui peuvent accueillir, deux semaines de suite ou même trois, un ou une jeune majeur. Après, les hommes vont en cohabitation. Pour les femmes, on cherche des solutions.

Une Bruzoise fait partie de ce réseau de familles accueillantes « *Avec cet accueil, c'est le Monde qui vient à nous avec sa diversité de population* ». Le plus jeune exilé accueilli est arrivé vendredi 6 septembre 2024, il était auparavant au campement des Gayeulles à Rennes depuis novembre 2023, et a été reçu chez une femme de l'ARB. « *Je viens de Guinée Conakry avec mon grand frère. Nous avons été séparés en Tunisie* », précise le jeune homme, âgé de 17 ans. Il désire faire une formation en électricité, ou dans le domaine de l'aide à la personne.

Depuis trois ans et demi à Bruz, avec ses deux enfants, une guinéenne (Conakry), apprécie d'habiter une cohabitation avec quatre autres mamans. Elle est accompagnée notamment par une accompagnatrice depuis le mois de juin. « *La situation de ces exilés m'interpelle. Ma démarche est un véritable engagement qui a du sens par rapport à mes valeurs* », témoigne-t-elle.

Actuellement, l'association renforce ces liens avec le centre social bruzois l'Escale. Des bénévoles de l'ARB vont s'investir dans le projet d'accompagnement scolaire que porte l'Escale, grâce à l'existence d'un maillage territorial, autant avec le tissu associatif qu'avec la Ville et des partenaires privés. Ces cours concerneront tous les enfants bruzois qui en ont besoin.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/bruz-35170/cette-association-accompagne-et-heberge-70-exiles-au-sud-de-rennes-acd73822-6eb7-11ef-86dd-614ac4f33f5a>

YVETOT

C'est dans un bois près de la petite commune de Maulévrier-Sainte-Gertrude, près de Yvetot (Seine-Maritime) qu'un groupe de 34 migrants a été retrouvé, samedi 7 septembre 2024, par les autorités. Ils sont en bonne santé. Leur situation sera examinée au cas par cas. Parmi ces 34 personnes se trouvaient trois mineurs, pris en charge l'aide sociale à l'enfance.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/un-groupe-de-trente-quatre-migrants-retrouve-dans-un-bois-en-normandie-f9f16400-6dba-11ef-8186-bc3b55f9d8c3>

MANCHE

L'arsenal militaire déployé sur les côtes françaises ne freinent pas les départs dans la Manche

Entre le 1er et le 4 septembre 2024, ce sont un peu plus de 21 400 exilés qui ont rejoint les côtes anglaises à bord de "small boats". Un chiffre similaire, quoi qu'en légère hausse par rapport à la même période en 2023 - où ils étaient 21 000 enregistrés. Depuis la militarisation du port de Calais et du tunnel sous la Manche en 2018, et depuis l'installation de barbelés tout autour de la zone portuaire les années suivantes, les passeurs ont changé leur fusil d'épaule : finis les passages en camions. Les traversées se font désormais, dans leur immense majorité, par ces petits canots pneumatiques, précaires et inadaptés aux traversées de la Manche et sur lesquels s'entassent plus de 60 personnes, dont des femmes et des enfants.

Malgré la dangerosité de la Manche, où se croisent des dizaines de cargos et ferry commerciaux – susceptibles de renverser les minuscules canots sur leur passage -, les départs n'ont jamais cessé. Plus de 30 000 traversées avaient été dénombrées sur l'ensemble de l'année 2023. Et plus de 45 000 en 2022, année record. Les drames non plus ne semblent pas convaincre les exilés de renoncer à la traversée. L'année 2024 est pourtant la plus meurtrière dans la Manche depuis l'apparition du phénomène des "small boats" : 37 personnes sont mortes depuis le 1er janvier.

"Pour éviter au maximum les confrontations [avec la police], les migrants prennent désormais des risques", dénonce le coordinateur d'Utopia 56. *"Par exemple, ils vont prendre la mer quand le temps est instable, quand les vagues sont très hautes. Ils pensent que les plages sont moins surveillées par temps de pluie".*

Les nombreux accords signés entre la France et l'Angleterre pour enrayer le phénomène ne semblent pas non plus porter leurs fruits. Depuis 2020, au moins 4 partenariats franco-britanniques ont été signés. Tous ont la même finalité : miser sur la répression policière pour ralentir les départs en mer. Une politique dénoncée depuis des années par Utopia 56 : "[Cette surveillance] n'a pas empêché le nombre de traversées en mer d'augmenter", notait un autre coordinateur de l'association. *"La répression n'a jamais été une solution pour sauver des vies dans la Manche". "Le seul moyen de contrer la dangerosité du passage, c'est d'établir des voies sûres et légales en faveur des exilés".*

65 personnes secourues

Samedi 7 septembre 2024, en début d'après-midi, le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez récupère à son bord les 65 personnes. Les personnes secourues ont ensuite été déposées à quai à Dunkerque, où elles ont été prises en charge par les services de secours terrestres.

<https://www.premar-manche.gouv.fr/communiqués-presse/operation-d-assistance-et-de-sauvetage-de-65-personnes-au-large-de-gravelines-59>

Pourquoi les naufrages de migrants se multiplient-ils dans la Manche ?

Au moins 37 personnes ont perdu la vie dans la Manche cette année en tentant de rejoindre

les côtes britanniques. Un tragique record qui s'explique selon les associations de défense des migrants par la pression des patrouilles de police. Les passeurs ont adapté le mode opératoire des traversées face à la militarisation de la frontière maritime française en faisant prendre toujours plus de risques aux exilés.

Pourquoi cette répétition de morts en mer, alors même que d'importants moyens policiers ont été déployés depuis plusieurs années pour enrayer le phénomène ? *"Comme il y a davantage de surveillance sur les plages aujourd'hui, les départs sont moins fréquents, mais les bateaux sont surchargés pour maximiser les chances d'arrivée. On voit des bateaux partir avec jusqu'à 100 personnes à bord, c'est extrêmement dangereux"*, souligne la rédactrice en chef d'Infomigrants.

Alors que les passeurs embarquaient de 30 à 40 passagers il y a quelques années, ils chargent désormais entre 60 et 70 migrants, voir 80 à 100 dans des cas exceptionnels. Les embarcations, elles, restent très précaires et inadaptées pour supporter autant de personnes, particulièrement dans la Manche, où les bateaux peuvent se retrouver dans des vagues de 2 m de creux, des courants importants, et risquer des collisions avec des cargos.

Pour échapper à la surveillance accrue des forces de l'ordre françaises sur les plages, les départs se font aussi de manière beaucoup plus rapide. Dans la précipitation, il peut y avoir des bousculades et des noyades, avant même d'avoir pris la mer. Et ce, d'autant plus que les passagers embarquent souvent de nuit ou à l'aube, donc dans l'obscurité. *"Pour gagner du temps, les passeurs parfois ne prennent même pas le temps de gonfler correctement ces navires ou même d'installer le fond rigide de ces bateaux pneumatiques, ce qui rend ces embarcations encore plus fragiles"*. Sans ce sol rigide, le bateau s'affaisse rapidement et prend l'eau.

L'embarcation pneumatique qui a coulé mardi mesurait moins de sept mètres de long et elle s'est disloquée en pleine mer en raison de la surcharge à bord. Des pêcheurs ont été les premiers à porter secours aux passagers, à quelques kilomètres seulement du Cap Gris-Nez. Beaucoup se disent marqués à vie par ce qu'ils ont vu. *"En quatre ou cinq minutes, le bateau a été complètement détruit et a coulé. Tous les gens se battaient pour survivre et nous avons perdu beaucoup de monde"*, témoigne l'un des survivants. Dans le cas de cette traversée meurtrière, les passeurs avaient aussi fait l'économie des gilets de sauvetage. *"Moins de huit personnes avaient un gilet de sauvetage fourni par les passeurs"*. *"On observe depuis quelques temps que les passeurs ont changé de mode opératoire pour s'adapter à la surmilitarisation de la zone avec des plages extrêmement surveillées"*.

En embarquant plus loin, à Boulogne-sur-Mer et parfois en Baie de Somme, ils multiplient ainsi les risques pour les migrants de se trouver en difficulté en pleine mer, avec des trajets beaucoup plus longs, jusqu'à 130 km pour atteindre des côtes britanniques. Un autre mode opératoire particulièrement dangereux pour la vie des migrants, notamment pour celle des enfants, s'est multiplié ces derniers temps : le phénomène des « taxi-boats ». *"Pour tromper la vigilance des policiers déployés en nombre le long du littoral, les passeurs font partir les bateaux pneumatiques plus au sud, avec quelques personnes seulement à bord. Ils mettent dans un premier temps le cap au nord, vers les plages plus proches de Calais, où se cachent les passagers ayant payé pour la traversée. Ceux-ci se jettent alors à l'eau pour embarquer"*. Or les exilés attendent les embarcations dans l'eau, parfois jusqu'au torse. Ils risquent ainsi *"la noyade, l'hypothermie ou l'enlèvement dans les vasières"*, avait averti la préfecture du Pas-de-Calais l'an dernier.

Depuis l'accord de coopération conclu en mars 2023 entre la France et la Grande-Bretagne, les patrouilles ont été multipliées sur les plages de départs avec des centaines d'agents de police supplémentaires, davantage de drones et l'utilisation d'équipements de surveillance de haute technologie. Pourtant, à mesure que la police étend ses opérations, les passeurs trouvent toujours de nouveaux moyens de faire traverser la Manche aux exilés. Plusieurs associations locales d'aide aux migrants dénoncent une **politique répressive "inefficace"**. Loin de se tarir, les traversées ont au contraire augmenté. Quelques 21 400 ont été enregistrées depuis le début de 2024, Un peu plus que l'an dernier sur la même période. Avec un bilan meurtrier multiplié par trois.

Acteur clé de l'aide aux migrants à Calais, l'association Utopia 56 a dénoncé une politique de répression policière sur le littoral français "*qui conduit à des incidents et à des drames (...) à répétition*". Ce que réclament les ONG, ce sont des voies de migrations sûres. Après le drame de mardi, le chef de l'association britannique Refugee Council, a appelé à "*améliorer les accès légaux pour ceux qui cherchent à se mettre en sécurité*", arrivant notamment d'Afghanistan, Syrie ou du Soudan.

Selon le procureur de Boulogne-sur-Mer, les naufragés de mardi étaient "*essentiellement érythréens*". Mais ces dernières années, ces drames ont aussi endeuillé des familles iraniennes, irakiennes et afghanes. Pour plusieurs élus locaux du littoral français, dont les communes sont affectées par les traversées et les naufrages, la solution est à portée de mains. Le maire de Grande-Synthe, propose de "*déplacer les services administratifs du Royaume-Uni*" dans le nord de la France "*pour qu'ils viennent traiter les demandes d'asile sur le sol français*". Une piste suggérée depuis des années par les ONG françaises d'aides aux migrants et leurs pendants outre-Manche, mais qui jusqu'ici est restée lettre morte.

<https://www.france24.com/fr/france/20240906-pourquoi-les-naufrages-de-migrants-se-multiplient-ils-dans-la-manche>

Deux nouveaux migrants disparus dans la Manche, mais 412 rejoignent l'Angleterre.

Samedi 7 septembre 2024, deux personnes se sont noyées dans cette zone maritime en tentant d'atteindre le Royaume-Uni. Elles ont disparu en mer alors qu'elles voulaient venir en aide à un migrant tombé dans l'eau. En début de matinée samedi, un exilé contacte le Cross (centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) Gris-Nez pour signaler "*qu'une personne est tombée à l'eau précédemment*", indique la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord (Premar). Les sauveteurs parviennent à localiser la personne, qui est "*consciente*", et la prennent en charge à bord de leur patrouilleur. "*En parallèle, 57 personnes présentes à bord de l'embarcation demandent assistance*" auprès des forces françaises. Une quinzaine d'exilés du même canot refuse en revanche "*l'assistance proposée par les moyens français et poursuivent leur route sous une surveillance adaptée*". En clair, les autorités continuent d'observer à distance l'embarcation et se tiennent prêtes à intervenir en cas d'accident.

Une fois l'opération de sauvetage terminée, des personnes secourues ont informé les secours "*que deux personnes*" étaient "*tombées à mer*" pour "*venir en aide à la première personne tombée à l'eau*". Des recherches sont alors menées par des moyens maritimes, aériens et terrestres "*pour tenter de retrouver d'autres éventuelles personnes à la mer*", mais "*les deux autres personnes signalées comme potentiellement tombées à l'eau n'ont pas pu être relocalisées et récupérées*", a résumé la Premar. Les opérations de recherche sont rapidement interrompues, et une enquête a été ouverte par le parquet de Boulogne-sur-Mer.

Quelques heures plus tard, en début d'après-midi, 65 exilés ont été secourus par les forces françaises après avoir demandé de l'aide. Ils ont ensuite été déposés au port de Dunkerque. Le même jour, d'autres départs ont été observés. Selon les données du Home office (équivalent du ministère de l'Intérieur), **357 personnes réparties dans six bateaux sont parvenues à atteindre les rives britanniques**. Le lendemain aussi, deux embarcations, avec **55 personnes à bord, ont rejoint le Royaume-Uni**.

12 morts dans un nouveau naufrage au large de Boulogne-sur-Mer

12 migrants (dont 10 femmes) sont morts mardi 3 septembre 2024 dans la Manche au large du Portel, près de Boulogne-sur-Mer. 2 sont disparus. 2 exilés sont en urgence absolue. L'embarcation, composée d'au moins 70 personnes – sans gilets de sauvetage - a fait naufrage dans la matinée. Un très large dispositif de secours a été déployé dans le secteur : des plongeurs, des camions de pompiers et du Samu, des véhicules de police sont sur place. Le canot, parti le matin même de la plage d'Ambleteuse, à une dizaine de kilomètres au nord de Boulogne-sur-Mer, s'est

trouvé en difficulté près du Cap Gris Nez en fin de matinée avec plus de 60 personnes à bord, a rapporté la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord (Premar). *"Moins de huit personnes avaient un gilet de sauvetage fourni par les passeurs"*, a précisé le ministre de l'intérieur. L'embarcation pneumatique de moins de sept mètres de long s'est disloquée en pleine mer en raison de la surcharge à bord. "Il ne restait qu'un petit boudin à l'arrière, le reste était coulé", a assuré un pêcheur présent sur les lieux du drame. Une enquête a été ouverte, notamment pour homicide involontaire aggravé. Aucune interpellation n'a encore eu lieu à ce stade.

Gérald Darmanin, mardi 3 septembre 2024, a appelé à la signature d'*"un traité migratoire entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne"* pour tenter de **mettre un terme aux départs clandestins**. À Londres, le gouvernement britannique a qualifié d'*"affreuse et profondément tragique"* la mort de ces migrants.

Mais les humanitaires pointent du doigt les politiques mises en place par les gouvernements français et britanniques successifs ces dernières années pour tenter d'enrayer les traversées. L'association d'aide aux migrants Utopia 56, a dénoncé une **politique de répression policière sur le littoral français "complètement inefficace ... qui conduit à des incidents et à des drames (...) à répétition"**. Une quinzaine de militants d'Utopia 56 ont organisé un rassemblement au moment où arrivait le ministre. Ils ont déployé une banderole sur laquelle était inscrit *"Morts aux frontières, États coupables. 30 ans d'appel d'air à l'extrême droite"*, avant d'être repoussés par les forces de l'ordre, en scandant *"Darmanin t'as du sang sur les mains. État assassin"*.

Il y a eu **27 décès en 2023** dans la Manche et sur le littoral nord et déjà plus de **32 en 2024**, sans compter la douzaine de personnes mortes ce jour. *"Le HCR avait déjà alerté avant l'été de l'augmentation des morts liées aux traversées de la Manche cette année, dont un nombre important de femmes et d'enfants. Il faut aussi se rappeler que la plupart des victimes sont des personnes déplacées de force en raison de la situation dans leur pays d'origine, comme au Soudan, en Syrie ou encore dans la Corne de l'Afrique, comme c'était le cas dans le dernier naufrage"*, poursuit le Représentant du HCR en France. Pour trouver des solutions, il convient de prendre des mesures tout au long des itinéraires des personnes. Cela passe par le renforcement de l'accès précoce à l'information sur la demande d'asile, notamment en diversifiant les canaux de communication et en recourant aux médiateurs interculturels, et le développement de l'accès aux services d'accompagnement juridique et administratif pour les personnes en besoin de protection internationale. Le nombre de personnes indiquant souhaiter se rendre au Royaume-Uni en raison de liens familiaux confirme le besoin de mettre en place des voies légales et sûres permettant aux familles d'être réunies. *"Il est urgent de tout faire pour prévenir ces drames et sauver des vies. Cela demande de faciliter davantage l'accès à l'asile et à l'information et renforcer les actions pour trouver des solutions à travers une meilleure collaboration des différents acteurs tout au long des chemins empruntés par les personnes déplacées de force"*

https://news.un.org/fr/story/2024/09/1148386?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=7bb5355ff4-EMAIL_CAMPAIGN_2024_09_04_12_03&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-7bb5355ff4-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Une soixantaine de migrants interceptés vers Dieppe, à plus de 100 km des côtes anglaises

Cinquante-huit migrants, dont neuf mineurs, ont été "repérés et pris en charge" par les forces de l'ordre en Seine-Maritime dans la nuit de lundi 26 au mardi 27 août, au cours de trois interventions.

Un premier groupe de 29 migrants a été retrouvé dans un camion au terme d'une *"opération de patrouille et de surveillance menée par les forces de l'ordre"* sur le territoire de la commune de Grèges, près de Dieppe. *"Vers 3h du matin, on m'a réveillé et demandé si j'avais une salle"* pour les loger, a expliqué le maire de Grèges. L'édile a fourni de *"l'eau et des biscuits"* aux exilés de nationalité afghane, érythréenne et irakienne. *"Ils ont été retrouvés dans un gros camion qui*

avait un frigo mais qui n'était pas un camion frigorifique", a précisé le maire, démentant des informations données par la presse locale.

Au cours de la même nuit, "cinq autres migrants (dont deux mineurs) ont été identifiés à Dieppe", a indiqué la préfecture de Seine-Maritime. L'un d'eux a été placé en garde à vue sur décision du parquet de Dieppe.

Mardi, dans la matinée, "aux alentours de 10h30", un dernier groupe de 24 migrants (dont cinq enfants) a également été repéré par la gendarmerie nationale à Longroy, en limite du département de la Somme", selon la préfecture. Des patrouilles locales "(vont) être renforcées".

Dieppe se trouve à plus de 130 km des côtes anglaises (contre 30 km depuis Calais) : les départs en mer des migrants se décalent donc de plus en plus au sud. Le but : contourner les patrouilles de police, déployées en nombre le long du littoral nord. Mais ces tentatives de traversée sont risquées - et jusque-là plutôt rares - car la région de Dieppe est bordée de falaises, compliquant les mises à l'eau des canots. Certains exilés tentent donc de rallier l'Angleterre en se cachant dans des ferrys. "(Partir d'aussi loin), ce n'est pas le plus près, évidemment", avait reconnu le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, en 2023. "C'est plus difficile d'atteindre la Grande-Bretagne. Les migrants essayent donc de monter dans des ferrys", à bord de camions depuis des villes comme Dieppe ou Ouistreham .

MEDITERRANEE

"Sanctionnés pour avoir sauvé des vies" et immobilisés

Le Geo Barents n'est pas le seul navire humanitaire touché par des immobilisations forcées. Au mois de janvier, Rome avait déjà retenu à quai l'Ocean Viking, le navire humanitaire de SOS Méditerranée, pour 20 jours. Le navire était accusé de n'avoir pas respecté l'instruction des autorités italiennes de rentrer le plus vite possible après un sauvetage.

Deux mois avant, le 15 novembre 2023, les autorités italiennes avaient déjà infligé à ce même navire une immobilisation de 20 jours et lui avaient demandé de payer une amende de 3 333 euros. Son tort : avoir porté secours à deux embarcations en détresse sans en avoir reçu l'autorisation en amont par les autorités compétentes. Au total, en 2023, l'Ocean Viking a subi trois immobilisations, dont une durée indéterminée au mois de juillet. Les autorités italiennes avaient alors justifié leur décision après des défaillances concernant les "radeaux de survie" du bateau humanitaire.

En 2023, les autorités italiennes ont saisi : L'open Arms, l'Aurora, le Sea-Eye4, le Humanity 1, bloqués pendant 20 jours et amendes de 3 333 euros.

GEO BARENTS

Immobilisé pour une durée inédite de 60 jours par Rome

Les autorités italiennes ont émis, lundi 26 août 2024, un mandat de détention contre le Geo Barents, le navire de recherche et de sauvetage affrété par Médecins Sans Frontières (MSF). La raison : violation des règles de sécurité maritime. Le navire aurait dû attendre l'autorisation italienne de procéder à un sauvetage en mer le 23 août 2024. La sanction est inédite : une immobilisation de 60 jours. Soit deux mois sans pouvoir retourner en Méditerranée porter secours aux embarcations en détresse.

C'est la troisième fois que le Geo Barents est retenu à quai. En février et en mars 2024, il avait déjà reçu un ordre de détention. Mais l'immobilisation avait duré à chaque fois 20 jours.

Cet ordre d'immobilisation a été émis à la suite de plusieurs opérations de sauvetage qui ont eu lieu très tôt le matin du 23 août en Méditerranée centrale. Ce jour-là, le Centre italien de coordination de sauvetage maritime (MRCC), sorte de tour de contrôle maritime, reproche au Geo Barents son manque de communication. "La navire n'aurait pas fourni en temps utile des

informations (sur une opération de secours) et aurait mis en danger la vie des gens. Mais MSF réfute ces allégations, qui s'appuient sur des informations fournies par les garde-côtes libyens", lit-on encore dans leur communiqué.

Le Geo Barents dénonce un harcèlement des autorités contre les ONG en mer. "Nous avons été sanctionnés pour avoir simplement rempli notre obligation légale de sauver des vies", s'indigne chef de l'équipe de recherche et de sauvetage de MSF. Selon le navire, les autorités italiennes ciblent MSF sur une opération précise : le troisième sauvetage - sur cinq - qui a eu lieu dans la matinée du 23 août. "Cette opération-là a eu lieu après avoir constaté qu'un nombre important de personnes étaient à l'eau à proximité du navire. C'était au milieu de la nuit ; nous avons vu des gens sauter d'un bateau en fibre de verre, tomber ou être poussés à l'eau. Nos équipes n'avaient d'autre choix que d'aller récupérer les personnes et les sortir de l'eau le plus rapidement possible". Mais selon Rome, le Geo Barents aurait dû attendre le feu vert du MRCC avant de procéder au sauvetage. En théorie, la loi stipule que c'est bien ce centre qui coordonne les opérations de secours. Mais les règles maritimes internationales indiquent aussi que le capitaine d'un navire a le dernier mot en ce qui concerne la sécurité de son équipage et des personnes en danger de mort en mer.

Le Geo Barents est surtout vent debout contre la loi italienne qui régit les sauvetages en mer. Connue sous le nom "décret Piantedosi", cette loi est entrée en vigueur en décembre 2022 et est devenue la bête noire des ONG. Elle introduit une série de nouvelles mesures qui régissent les activités des navires humanitaires en Méditerranée. Elle oblige par exemple les ONG à se rendre "sans délai" au port de débarquement assigné par les autorités italiennes juste après un premier sauvetage. Impossible donc pour les bateaux de procéder à une autre opération de secours - sauf accord exceptionnel de Rome. Si les équipages ne s'exécutent pas, ils encourent une amende allant jusqu'à 50 000 euros et l'immobilisation de leur navire.

Avant la mise en application du décret Piantedosi, les bateaux pouvaient, avec l'aval de Rome, rester dans la zone de sauvetage pour venir en aide à d'autres embarcations en détresse. C'est désormais interdit. "Ce décret contrevient aux lois internationales et européennes, mais aussi aux obligations d'agir lorsque des vies humaines sont en danger", rappelle pourtant le coordinateur des opérations de secours MSF.

MARE JONIO

Sauvetage de 182 migrants

Affrété par l'ONG "Mediterranean Saving Humans", la 18ème mission du navire "Mare Jonio" a été accompagnée d'un voilier de la fondation Migrants de la Conférence épiscopale italienne. Entre le samedi 24 août au soir et le dimanche 25 août 2024 au matin, le navire humanitaire Mare Jonio a participé au sauvetage de 182 migrants qui tentaient la périlleuse traversée de la Méditerranée. Il s'agissait de la dix-huitième opération de ce type menée par *Mediterranean Saving Humans*, une organisation de la société civile italienne, mais la première à être menée en partenariat avec la fondation Migrants des évêques italiens.

Samedi à 18 heures, le Mare Jonio a repéré une embarcation en bois dans les eaux internationales, à environ 35 milles des côtes tunisiennes. La position des migrants a été signalée aux garde-côtes italiens, pendant que l'équipage du Mare Jonio distribuait des gilets de sauvetage à tous les occupants, car l'embarcation de fortune apparaissait très instable. Les garde-côtes italiens sont arrivés peu après et ont transporté ses 67 occupants, tous d'origine nord-africaine, en lieu sûr sur l'île de Lampedusa. Entre-temps, le Mare Jonio avait été informé de la présence d'une autre embarcation à proximité. À la tombée de la nuit, le navire s'est dirigé vers la dernière position connue de l'embarcation et l'ont aperçue -un canot pneumatique surchargé- vers 23h20. Peu après avoir ramené ses occupants à bord, le Mare Jonio a pu remettre les 50 migrants, principalement d'origine éthiopienne -dont 43 mineurs et deux femmes-, aux garde-côtes italiens. Enfin, vers 6h30 dimanche matin, alors qu'il naviguait vers le sud à la recherche d'autres bateaux de migrants, le Mare Jonio est tombé sur une troisième embarcation. Il en a secouru les occupants -26 Syriens, 30 Bangladais et 6

Pakistanaï- et a été chargé par le gouvernement italien de les conduire au port de Pozzallo, en Sicile.

Des scènes émouvantes se sont déroulées lorsque les occupants du troisième bateau ont été amenés à bord du Mare Jonio. Les migrants ont embrassé les bénévoles et les ont remerciés pour leur sauvetage. «*Vous êtes des anges, envoyés par Dieu pour nous aider*», a déclaré un homme. Le bateau avait quitté la Libye la veille au soir. La plupart des personnes à bord avaient été emprisonnées à un moment ou à un autre par les milices du pays, et nombre d'entre elles portaient des traces de mauvais traitements et de torture sur leur corps et dans leur regard. L'un des rescapés avait été juge dans son pays d'origine. Un autre, professeur d'arabe à Damas, voulait absolument parler de Shakespeare. Ces interactions, bien qu'intensément émouvantes, étaient teintées de tristesse. Une fois l'euphorie du sauvetage passée, les migrants devront faire face à la lutte titanesque que représente la construction d'une nouvelle vie, dans le contexte d'une Europe de plus en plus hostile à leur présence. Un rappel que l'opération de recherche et de sauvetage de *Mediterranea Saving Humans*, avec la fondation *Migrantes*, aussi importante soit-elle, n'était rien d'autre qu'un début. Le véritable travail de construction de réseaux de solidarité -de construction de la société de «*fraternité et d'amitié sociale*» dont rêve le Pape François- ne commencera sérieusement que sur la terre ferme.

<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2024-08/sauvetage-migrants-mediterranee-mission-eglise-italie.html>

NADIR

129 migrants secourus par une ONG, beaucoup souffraient "de manque d'oxygène"

Repérés depuis le ciel par l'avion *Sea Bird*, de l'ONG *Sea-Watch*, deux canots de fibres de verre ont été secourus par le voilier humanitaire *Nadir* dans la nuit de lundi 2 au mardi 3 septembre 2024. Sur les 129 passagers présents, 49 ont été transférés à bord du petit bateau humanitaire. Les autres sont restés sur les embarcations en attendant l'arrivée des garde-côtes italiens, arrivés trois heures plus tard. Les deux canots étaient partis de Libye, selon l'ONG *ResQship*, propriétaire du *Nadir*.

À cause de la nuit et de l'obscurité, le transfert vers le navire des autorités italiennes fut compliqué. "*Quarante personnes sont tombées à l'eau*", écrit l'ONG. "*Les garde-côtes italiens ont ensuite ramené les survivants en toute sécurité à Lampedusa. Nous espérons que nous avons pu sauver tout le monde*". Plusieurs migrants qui se trouvaient près du moteur dans les canots ont souffert "*de manque d'oxygène*".

La plupart des embarcations qui s'aventurent en Méditerranée sont constituées d'un pont supérieur et inférieur - ou de cales - dans lesquelles s'entassent des dizaines de personnes, souvent des femmes et des enfants. Ces derniers sont souvent piégés près du carburant et de ses vapeurs. Respirer des effluves d'essence pendant des heures est hautement toxique, et peut entraîner des malaises. Les traversées sont éminemment dangereuses. Outre les émanations toxiques, les migrants peuvent souffrir de graves brûlures. Depuis des années, de nombreuses femmes récupérées par les ONG en mer sont victimes de brûlures aux jambes, aux cuisses, et sur leurs parties génitales à cause du mélange entre le carburant et l'eau de mer.

Depuis janvier, plus de 1 000 migrants sont décédés ou ont été portés disparus en Méditerranée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), contre 3 155 pour l'ensemble de 2023.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

Retour des Taliban en Afghanistan

L'Allemagne a annoncé vendredi 30 août 2024 l'expulsion de ressortissants afghans

condamnés par la justice, une première depuis le retour au pouvoir des Taliban en août 2021. *"Il s'agit de ressortissants afghans, tous condamnés par la justice et sans droit de rester en Allemagne et qui ont fait l'objet d'ordres d'expulsion"*, a précisé le porte-parole du gouvernement. Un avion charter de Qatar Airways à destination de Kaboul a décollé vendredi avant 5h de l'aéroport de Leipzig, dans l'est de l'Allemagne, avec 28 Afghans à son bord. L'opération s'est déroulée dans le plus grand secret après deux mois de négociations au cours desquelles le Qatar a joué le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement des Taliban et Berlin. L'Allemagne avait *"demandé à des partenaires régionaux clés un soutien pour faciliter les expulsions"*. Après le retour des Taliban au pouvoir à Kaboul en 2021, l'Allemagne avait complètement stoppé les expulsions vers l'Afghanistan et fermé son ambassade dans la capitale afghane. Jeudi, la ministre allemande de l'Intérieur, a affirmé *"travailler pour parvenir rapidement au renvoi de criminels dangereux vers l'Afghanistan et la Syrie"*.

Durcissement de mesures

Les chrétiens-démocrates ont fait monter la pression sur le chancelier allemand depuis l'attaque meurtrière de Solingen, qui a fait trois morts tués à coup de couteau par un Syrien islamiste le 23 août 2024. Résultat : un accord entre sociaux-démocrates, verts et libéraux. *"Le gouvernement y réagit par un durcissement de mesures"*, a déclaré la ministre allemande de l'Intérieur. Parmi les principales mesures annoncées jeudi 29 août 2024 : l'interdiction du port d'armes blanches qui vaudra notamment lors des rassemblements populaires – fêtes, foires, manifestations sportives – ainsi que dans les transports longue distance et les gares (trains, bus).

Les motifs pour les expulsions de réfugiés auteurs de crimes seront élargis. Des Afghans et des Syriens doivent pouvoir être renvoyés dans leur pays. Les demandeurs d'asile ne recevront plus d'aides s'ils sont déjà pris en charge dans un autre pays européen. Ceux qui se seront rendus dans leur pays sans raison impérieuse pourrait perdre leur statut. Cela ne vaut pas pour les Ukrainiens. En coupant ces prestations, il s'agit, selon le ministre allemand de la Justice de mettre sous pression les demandeurs d'asile concernés afin qu'ils se présentent aux autorités allemandes ou qu'ils partent d'eux-mêmes.

Il s'agit là de permettre une mise en œuvre rapide du règlement de Dublin sur lequel se sont entendus les pays de l'UE : le premier pays de l'Union dans lequel est entré un étranger est responsable de sa demande d'asile. L'attentat de Solingen a en effet mis en lumière des failles dans le système : le meurtrier suspecté était arrivé en Allemagne en décembre 2022. Il faisait l'objet d'une mesure d'expulsion vers la Bulgarie, où son entrée avait été enregistrée et où il aurait dû déposer sa demande d'asile. Au moment où les autorités allemandes avaient voulu l'expulser, il avait disparu.

Berlin a annoncé lundi vouloir instaurer des contrôles sur toutes ses frontières à partir du 16 septembre et ce, pour six mois. Face à la montée de l'extrême-droite dans le pays et à la suite de l'attentat de Solingen, le thème de l'immigration est devenu une priorité pour le gouvernement du chancelier Olaf Scholz.

C'est un nouveau pas vers une politique migratoire plus répressive. Lundi 9 septembre, l'Allemagne a annoncé qu'elle allait instaurer des contrôles à l'ensemble de ses frontières pour lutter contre l'immigration irrégulière.

Des contrôles avec la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark vont être établis pendant six mois à partir du 16 septembre. Ils s'ajouteront aux contrôles déjà en place aux frontières avec la Pologne, la République tchèque, l'Autriche et la Suisse.

"Nous continuons d'appliquer notre ligne dure contre l'immigration irrégulière", a déclaré la ministre de l'Intérieur en évoquant ces nouvelles mesures.

Berlin juge ces dispositions nécessaires pour *"la protection de la sécurité intérieure contre les menaces actuelles du terrorisme islamiste et de la criminalité transfrontalière"*, deux semaines après l'attentat de Solingen revendiqué par le groupe État islamique.

Refoulements aux frontières

L'immigration est redevenue un sujet politique majeur pour le gouvernement du chancelier Olaf Scholz depuis ce drame et les récents scores du parti d'extrême droite AfD. La semaine dernière, la tentative d'attentat qui a visé le consulat général d'Israël à Munich a renforcé cette urgence à saisir du sujet. L'attaque a été menée par un Autrichien de 18 ans, connu pour avoir des sympathies islamistes.

Le ministère de l'Intérieur dit avoir informé les autorités de l'Union européenne, s'agissant de mesures exceptionnelles qui dérogent aux règles de libre circulation dans l'espace Schengen : instaurer des contrôles sur toutes ses frontières à partir du 16 septembre et ce, pour six mois. Ce durcissement pourrait toutefois tendre les relations entre l'Allemagne et ses voisins, surtout que la coalition au pouvoir a également déclaré lundi vouloir augmenter le nombre des migrants refoulés aux frontières allemandes. L'Autriche a déjà prévenu qu'elle "*n'accepterait pas les personnes refoulées d'Allemagne*", selon des propos du ministre de l'Intérieur. L'opposition conservatrice (CDU) presse depuis plusieurs jours le gouvernement de recourir plus largement à cette pratique extrêmement controversée consistant à renvoyer des demandeurs d'asile dans le pays de l'UE par lequel ils sont arrivés, sans leur permettre de déposer une demande d'asile en Allemagne. Berlin dit avoir élaboré une solution juridique "*conforme au droit européen*" qui sera détaillé ultérieurement.

Outre ces contrôles aux frontières, Berlin veut aussi accélérer l'expulsion de réfugiés ayant fait l'objet d'une condamnation pénale. L'accueil des réfugiés met à l'épreuve de nombreuses collectivités. Berlin a invoqué lundi "*les capacités limitées des communes en matière d'hébergement, d'éducation et d'intégration*".

BULGARIE

Les agents de Frontex font l'objet d'intimidations

Des documents obtenus par *Balkan Investigative Reporting Network* révèlent que les agents de la mission européenne Frontex, déployés à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie, font l'objet d'intimidations et sont réduits au silence face aux refoulements et aux brutalités contre les migrants et les réfugiés. Par exemple, deux agents accompagnant une patrouille de nuit le long de la frontière ont été témoins d'un cas évident de pushback, mais ils ont déclaré que leurs collègues bulgares leur avaient « *donné pour instruction* » de ne pas déposer de rapport auprès de Frontex, ce qu'ils ont pourtant fait. Les deux agents ont ensuite fait l'objet de telles pressions que Frontex, craignant pour leur sécurité, a dû les exfiltrer du pays. De telles pratiques mettent en jeu la crédibilité de l'agence européenne.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

CROATIE

La police aurait arrêté 1400 passeurs depuis le début de 2024

Le ministre de l'Intérieur de Croatie, estime que la police aurait arrêté « *près de 1400 passeurs* » depuis le début de l'année. Selon lui, les passages illégaux des frontières aurait diminué de 55% et le nombre de demandeurs d'asile de 58% par rapport à l'année dernière. Le ministre a fait ces déclarations alors qu'il remettait à la police dix caméras thermiques sur remorques tout-terrain. Selon lui, « *la police n'a jamais connu de meilleurs résultats depuis ... son nouveau directeur principal* », qui fait pourtant l'objet d'une procédure pour conflit d'intérêts.

14 personnes blessées : des migrants ?

Quatorze personnes, dont sept enfants, ont été blessées peu après 3h ce matin 9 septembre 2024 lorsqu'une camionnette portant des plaques d'immatriculation suisses a quitté la route entre Slavonski Brod et Nova Gradiška, dans l'est du pays, alors que la police tentait de l'arrêter. Selon les secours et la police, il s'agirait de migrants. La police a expliqué que le conducteur avait désobéi aux ordres de s'arrêter et continué à rouler en prenant de la vitesse. Après une à deux minutes, les policiers

sont arrivés au lieu-dit Malino et ont constaté que la camionnette avait quitté la route et heurté un lampadaire public. Elle indique que les blessés ont reçu des soins médicaux dans les hôpitaux de Slavonski Brod et de Nova Gradiška. Les blessés graves sont en cours de transfert vers Osijek et Zagreb.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

ESPAGNE

Critères de régularisation assouplis pour les sans-papiers

L'Espagne s'apprête à lancer un nouveau titre de séjour accessible aux personnes en situation irrégulière qui disposent d'un emploi. Pour obtenir ce permis appelé "Arraigo Sociolaboral", voici les critères à remplir :

- Être en situation irrégulière au moment de la demande
- Justifier d'une présence continue sur le territoire espagnol depuis au moins deux ans
- Ne pas être expulsable, donc sous avis d'expulsion dans le pays
- Présenter un contrat de travail signé par l'employeur. Ce contrat doit garantir le salaire minimum appliqué en Espagne, soit 1 134 euros, ou le salaire fixé dans la convention collective du secteur d'activité choisi. Cet emploi doit couvrir une période de trois mois minimum.

En cas de travail à temps partiel ou d'emplois auprès de plusieurs employeurs, tous les contrats correspondants peuvent être soumis, à condition que la somme des heures de travail atteigne au moins 20 heures par semaine au total - contre 30 heures auparavant.

- Présenter un casier judiciaire vierge, en Espagne et dans les autres pays de résidence, sur les cinq dernières années

Le permis de séjour s'ajoute à ceux déjà existants dans le pays, et accessibles par une formation notamment. Ainsi, depuis août 2022, les personnes en situation irrégulière mais qui peuvent justifier d'un séjour dans le pays d'au moins deux ans peuvent obtenir un titre de séjour de 12 mois, à une condition : effectuer une formation dans les secteurs qui manquent de main-d'œuvre, à savoir le tourisme, les transports, l'agriculture et la construction.

À l'époque, l'annonce de cette réforme - "Arraigo para la formación" - avait suscité les espoirs de milliers de sans-papiers installés sur le territoire. Deux ans plus tard pourtant, les résultats sont mitigés : la réforme "n'a pas pleinement répondu aux attentes" (voir Les Migrants n°89)

Le gouvernement espagnol naturalise deux Marocains qui ont sauvé la vie d'un homme

Deux jeunes Marocains, âgés de 21 et 23 ans, ont été naturalisés pour avoir secouru un homme de 74 ans de la noyade l'année dernière à Lérida, en Catalogne. Mercredi 28 août 2024, la naturalisation a été officiellement inscrite au Boletín Oficial del Estado, l'équivalent du Journal officiel. Ils sont intervenus le 24 avril 2023 alors qu'ils travaillaient comme employés municipaux de la ville de Lérida, située à environ 160 km à l'ouest de Barcelone. Alertés par les cris d'un homme qui se noyait dans le canal de Séros, ils ont sauté à l'eau avec des cordes pour le récupérer avec l'aide de la police municipale. "Pour leur action, ... [ils] ont reçu le 25 juin les médailles du Mérite de la Protection civile décernées par la Délégation gouvernementale en Catalogne. Ce prix récompense le travail exceptionnel de personnes et d'organisations dans des situations d'urgence en Espagne au cours des dernières années". Les deux hommes ont entamé des démarches de naturalisation en Espagne à la suite de cet événement et ont été aidés par le Service d'orientation de l'immigration de Lérida et l'Ordre des avocats pour introduire cette demande.

Cette naturalisation survient alors que l'Espagne fait face à une forte hausse des arrivées de migrants, notamment marocains, sur son sol cet été. Les arrivées se font principalement sur

l'archipel des Canaries et dans les enclaves de Ceuta et Melilla.

Nouvelle vague d'arrivées, trente ans après le premier débarquement de migrants aux Canaries

La route s'est ouverte il y a 30 ans et depuis elle ne cesse de prendre de l'ampleur. Le 28 août 1994, deux jeunes Sahraouis étaient les premiers migrants à arriver dans l'archipel espagnol des Canaries à bord d'une simple barque. Depuis, la route dite "des Canaries" a été de plus en plus empruntée jusqu'à devenir l'un des principaux points d'entrée en Europe depuis l'Afrique. Plus de 200 000 migrants africains ont déjà emprunté cette voie maritime pour rejoindre l'Europe.

Mercredi 28 août, ce 30^e anniversaire coïncide avec une nouvelle vague d'arrivées de migrants dans l'archipel que les autorités locales ont du mal à gérer. Pour tenter d'enrayer le phénomène, le Premier ministre espagnol a entamé cette semaine une **visite** dans les trois principaux pays de départs des pirogues de migrants à destination des Canaries : **la Mauritanie, le Sénégal et le Gambie**. La tournée, qui se terminera jeudi, débute par la Mauritanie (voir ci-dessous). Ce pays de quelque cinq millions d'habitants accueille sur son sol quelque 200 000 réfugiés chassés du Sahel par la guerre, dont une immense majorité de Maliens. Bon nombre d'entre eux songent sans doute à tenter la traversée.

Il doit faire face à une explosion des arrivées. Plus de 22 300 migrants africains ont débarqué aux Canaries entre le 1^{er} janvier et le 15 août de cette année 2024 à bord de 340 embarcations, contre moins de 9 900 à bord de 188 bateaux pour la même période de l'an passé. Et les départs ne cessent pas. Lundi 26 août 2024, la marine **sénégalaise** a intercepté une pirogue transportant 76 migrants qui cherchaient à rejoindre l'archipel. "*Les migrants ont été ramenés à Dakar et remis aux services compétents*", ont indiqué les autorités sénégalaises. Ceci est courant au large des côtes sénégalaises.

Le nombre de migrants débarquant aux Canaries a augmenté progressivement à partir de cette année 1994, prenant vraiment de l'ampleur au début des années 2000. Selon les statistiques par le ministère espagnol de l'Intérieur, ce sont plus de 200 000 migrants qui ont trouvé refuge dans l'archipel depuis 1994, dont 186 811 depuis 2006, année de la fameuse "*crise des pirogues*".

Cette année-là, 31 678 arrivées furent enregistrées dans cet archipel d'un peu plus de deux millions d'habitants. Mais Ceci est battu l'an dernier avec près de 39 910 arrivées, et tout porte à croire qu'il sera pulvérisé cette année, car l'amélioration des conditions de navigation à partir de septembre et jusqu'à la fin de l'année devrait, comme chaque année, se traduire par une forte hausse des traversées. De nombreux mineurs arrivent notamment dans l'archipel. Et les autorités locales, chargées de les héberger, affirment ne plus pouvoir faire face. À tel point que le président de la région des Canaries envisage que le nombre des arrivées dépasse le seuil des 50 000 dès cette année. Certaines prédictions vont même plus loin. Les accords signés par l'UE et l'Italie avec la Tunisie, qui ont rendu très difficile la traversée de la Méditerranée centrale, ont contribué à cette explosion spectaculaire des arrivées de migrants.

Pourtant, cette route maritime entre l'Afrique et les Canaries est aussi une véritable "*route de la mort*", car les traversées se font à bord de rafiots bondés mal équipés pour résister aux courants, très forts dans cette zone de l'Atlantique et qui provoquent de nombreux naufrages. Certains bateaux partent d'endroits distants d'un millier de km des Canaries.

Selon l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), une agence onusienne, au moins 4 857 personnes ont péri ou ont disparu sur cette route maritime depuis 2014. Mais le chiffre réel est sans aucun doute nettement supérieur. Caminando Fronteras, une ONG espagnole qui vient en aide aux migrants et évalue le nombre des victimes à partir des témoignages des survivants, estime que 18 680 personnes ont payé de leur vie leur volonté d'aller en Europe.

Canaries

Saturée les Canaries refusent de prendre en charge de nouveaux mineurs

Le président du gouvernement des Canaries a indiqué lundi 2 septembre 2024 que les autorités de la région autonome ne prendraient plus en charge les exilés mineurs arrivant dans l'archipel. À la suite d'une nouvelle arrivée de migrants sur l'île d'El Hierro, une ONG désignée pour héberger les mineurs du groupe a refusé de les prendre en charge, en raison de la surcharge de ses structures. Face à ce refus, *"la police s'est adressée au Parquet qui a envoyé une requête légale au gouvernement"*. Les jeunes ont finalement été placés dans d'autres centres mais cela a tendu encore un peu plus les relations entre l'État et la région. Depuis des mois, les autorités des Canaries réclament plus de solidarité de la part du continent - dont les régions acceptent au compte-goutte les transferts des mineurs depuis les îles.

Le chef du gouvernement des Canaries espère donc que sa décision unilatérale poussera le Premier ministre espagnol à approuver un décret-loi pour une meilleure répartition des mineurs migrants entre les communautés - ou à négocier des accords avec le parti de droite PP pour réformer la loi sur les étrangers. Il a demandé lundi 2 septembre 2024 aux ONG d'aide aux migrants de l'archipel de ne plus accueillir sans l'autorisation expresse de la Communauté autonome. Sa décision ne signifie pas que les Canaries se retirent de la prise en charge des mineurs mais que les autorités locales souhaitent se positionner comme une *"aide"* de l'État et non des acteurs de première ligne.

Fin juillet, le gouvernement des Canaries avait reçu les encouragements de tous les partis, sauf de celui d'extrême droite Vox, pour soutenir le Pacte canarien, visant à mieux répartir les mineurs après leur arrivée en Espagne. *"La feuille de route qui a été approuvée [...] par la grande majorité des groupes du parlement des îles Canaries exige la modification, par décret-loi, de l'article 35 de la loi sur l'immigration pour parvenir à une répartition obligatoire des mineurs migrants entre toutes les régions lorsqu'une communauté autonome dépasse 150 % de sa capacité"*, avait indiqué le gouvernement le 26 juillet 2024. Cette mesure permettrait de limiter à 3 000 le nombre de mineurs accueillis dans l'archipel alors que près de 6 000 y sont aujourd'hui hébergés dans des conditions extrêmement difficiles.

Plus de 25 500 exilés africains ont débarqué aux Canaries depuis le début de l'année, soit une hausse de 123% par rapport à la même période de l'année dernière. Parmi ces exilés se trouvent de nombreux mineurs. Jusque-là, les autorités locales étaient chargées de les héberger mais face à leur nombre, dépassant largement la capacité d'accueil. Les arrivées sont tellement nombreuses que le président de la région des Canaries envisage que le nombre des arrivées dépasse le seuil des 50 000 dès cette année. Certaines prédictions vont même plus loin. Les accords signés par l'UE et l'Italie avec la Tunisie, qui ont rendu très difficile la traversée de la Méditerranée centrale, ont contribué à cette explosion spectaculaire des arrivées de migrants.

Ceuta

Dans la nuit du dimanche 25 ou lundi 26 août 2024, plusieurs centaines de migrants marocains ont tenté d'atteindre l'enclave espagnole de Ceuta à la nage, parfois aidés de flotteurs. La plupart ont été interceptés par la marine marocaine mais environ 80 rescapés ont atteint les eaux espagnoles. Les secours en mer espagnols ont intercepté des Marocains et des Algériens, dont des adultes mais aussi de nombreux mineurs et une unique jeune femme. En raison du brouillard et de la mauvaise visibilité, la Guardia civile a dû s'aider de laser pour identifier les personnes se trouvant en mer afin de leur porter secours. Ces opérations délicates ont duré jusqu'à l'aube, rapporte le média local. La plupart des candidats à l'exil ont été récupérés en mer et déposés sur la plage de Tarajal par les secours maritimes espagnols. Là, ils ont reçu des couvertures de survie et des vêtements secs avant d'être renvoyés vers le Maroc.

Dimanche matin, les forces de l'ordre espagnoles avaient fait évacuer la plage de Tarajal

après que des migrants marocains, dont de nombreux mineurs, étaient arrivés sur les lieux à la nage. Les exilés s'étaient mêlés aux plaisanciers sur la plage. Mi-août, environ 300 autres personnes ont aussi pris la mer depuis le Maroc pour atteindre Ceuta.

Si les migrants adultes relèvent de la compétence financière de l'État central, ceux ayant moins de 18 ans, en revanche, sont de la responsabilité exclusive des régions. Les régions espagnoles situées en première ligne sont donc complètement débordées face à l'explosion du nombre de migrants mineurs qu'elles doivent prendre en charge.

El Hierro

Vendredi 23 août 2024, les autorités ont remorqué jusqu'au port de La Restinga, au sud d'El Hierro, une pirogue en détresse. À son bord, se trouvaient 174 personnes, d'origine subsaharienne, dont six bébés et huit femmes et le corps sans vie d'un homme. L'embarcation a été détectée vers 6h du matin à moins de deux kilomètres des côtes de la petite île.

En visite de crise vendredi sur l'archipel, le Premier ministre s'est engagé à débloquer une enveloppe de 50 millions d'euros – un montant réclamé par le chef de l'Exécutif régional des Canaries.

Baléares

Plus de 580 personnes migrantes arrivées en 72 heures

Début septembre 2024, plus de 580 personnes sont arrivées à bord de 30 embarcations en seulement trois jours. Parmi ces arrivées, plus de 100 migrants sont notamment arrivés mardi 3 septembre 2024 sur un même bateau. Tous les exilés à bord étaient maghrébins, parmi eux se trouvaient deux femmes et un bébé. Une telle arrivée sur un même bateau est inédite aux Baléares. La précédente arrivée la plus importante avant celle-ci remonte au début du mois d'août 2024, lorsqu'un bateau avec 58 personnes à bord avait été intercepté au large de l'île de Formeventura. Mercredi 4 août, ce sont neuf bateaux qui ont été comptabilisés au large des Baléares, comprenant 144 personnes en tout. *"Jusqu'à présent, en 2024, au moins 3 203 immigrants sont arrivés aux îles Baléares à bord de 189 bateaux", nombre "dépasse de loin les chiffres de l'année dernière". "En 2023, 128 bateaux transportant 2 278 immigrants [avaient] atteint les îles".*

Bien moins empruntée que la route des Canaries, la traversée en mer qui mène aux Baléares reste une option pour entrer dans l'Union européenne (UE). La grande majorité des migrants qui arrivent dans cet archipel sont algériens, suivis des Subsahariens. En 2023 déjà, cette route avait connu une augmentation de 46,7 % par rapport à 2022. La situation avait poussé les autorités à installer un centre d'accueil provisoire à Palma, à Majorque, d'une capacité de 300 places.

Les arrivées actuelles mettent une nouvelle fois sous pression les structures d'accueil de l'archipel. Dès le mois d'août, un abri appartenant à l'Évêché de Majorque avait dû être ouvert pour accueillir des mineurs. En juillet, un étage d'une maison de retraite avait aussi été réquisitionné pour accueillir une quarantaine de nouveaux arrivants.

À Majorque, si les autorités poussent les murs, elles déplorent dans le même temps le manque de soutien du gouvernement central. Le 16 juillet 2024, l'Institut des Affaires sociales de Majorque (IMAS) a lancé un appel à Madrid pour pallier le manque de places. Laissée sans réponse, elle a été réitérée le 3 août dernier : en plus de places supplémentaires pour les mineurs, l'IMAS exige davantage de moyens financiers pour leur hébergement, et une réforme de la politique migratoire espagnole. *"Il est essentiel que le gouvernement assume ses responsabilités et agisse de manière décisive. Il faut une stratégie globale qui comprend le renforcement des ressources de sauvetage et d'accueil sur toutes les îles, et l'amélioration des infrastructures d'accueil [...] Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire face à cette crise humanitaire et garantir les droits et la dignité des migrants".*

Les autorités des Baléares sont chargées de gérer l'hébergement des mineurs. Mais, dans cette région autonome, comme à Ceuta ou aux Canaries, les autorités ne parviennent plus à faire face au nombre d'arrivées. *"Nous ne pouvons plus continuer à accueillir ces enfants dans des conditions décentes", a déclaré la présidente du gouvernement des Baléares, à propos de l'accueil des mineurs*

étrangers non accompagnés. La dirigeante a indiqué que les structures d'accueil pour mineurs des Baléares présentaient un taux de suroccupation de 850 %. *"Formentera envoie déjà des mineurs vers d'autres îles et le Conseil de Majorque a déjà dû se tourner vers l'Évêché. Il n'y a pas non plus assez de professionnels pour ouvrir des espaces d'accueil dans des conditions de dignité"*

Pour faire face à cette situation, le gouvernement des Baléares a appelé Madrid à l'aide. Le gouvernement central a proposé une réforme de la loi sur l'immigration qui obligerait les 17 régions qui composent l'Espagne à accepter une répartition obligatoire des mineurs. Mais la situation reste pour le moment bloquée car le parti conservateur espagnol PP et le parti d'extrême-droite Vox s'y opposent.

Melilla

la Guardia civile percute violemment un bateau de migrants

Dimanche 25 août 2024, près de Melilla, dans l'après-midi, alors que le bateau parti des côtes marocaines au nord de Melilla se dirigeait vers l'enclave, la Guardia civile a percute le bateau de migrants sur lequel se trouvaient quatre personnes.

"C'est un procédé très connu à Nador. Les gens exploitent les bateaux de plaisance. Jeudi dernier, 11 personnes sont arrivées à Melilla par le même procédé, sur un bateau un petit peu plus grand", précise le président de l'AMDH Nador. Selon lui, dimanche, l'embarcation a été tout d'abord poursuivie par la marine marocaine, *"puis les Espagnols ont pris le relais dans leurs eaux territoriales"*. Le responsable dénonce la manière dont est intervenue la Guardia civile. *"C'était une intervention violente. Ils pouvaient arrêter le bateau avec d'autres procédés mais ils l'ont volontairement percute"*, déplore-t-il. Les rescapés ont ensuite été remis à la gendarmerie maritime marocaine en mer. *"Pour nous, c'est une action illégale, c'est un refoulement à chaud. Normalement, ils auraient dû les amener à terre et leur donner la possibilité de demander l'asile."*

Sur la vidéo, il est très visible qu'une personne tombe à l'eau au moment de l'impact entre le bateau de la Guardia civile et celui des exilés. Sur ce point, la situation n'est pas claire. Alors que les autorités marocaines affirment que l'homme a été récupéré et ramené à terre, le président de l'AMDH doute de ce point. *"On soupçonne la mort de la quatrième personne mais on n'est pas sûr..."* En cause : l'arrivée d'un corps provenant de la zone où a eu lieu l'incident, lundi matin, à la morgue de l'hôpital de Nador. Pour déterminer le déroulé exact des événements de dimanche et l'identité de ce corps, l'AMDH réclame l'ouverture d'une enquête côté espagnol. Une enquête a déjà été ouverte par les autorités marocaines mais, pour l'association d'aide aux migrants, c'est aux Espagnols de faire la lumière sur ce qui s'est passé au large de Melilla dimanche.

GRECE

Trois soupçonnés « passeurs » acquittés en Crète

Le tribunal de La Canée, en Crète, a acquitté le 6 septembre 2024 trois ressortissants égyptiens, qui étaient accusés d'avoir « *facilité l'entrée illégale* » de migrants et qui risquaient chacun 205 ans de prison. Les autorités grecques les avaient désignés comme passeurs uniquement parce que leur nationalité était différente de celle des autres passagers du bateau et qu'ils parlaient arabe. Le 5 février 2024, 44 personnes, dont 41 Pakistanais et 3 Égyptiens, se sont embarquées pour un périlleux voyage depuis Benghazi, en Libye, à bord d'un bateau de 5 mètres. Leur objectif était de rejoindre l'Union européenne, fuyant des situations mettant leur vie en danger.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

Déficiences persistantes en matière d'accueil dans les centres d'accueil

L'ONG Refugee Support Aegean (RSA) dénonce dans un rapport du 5 septembre 2024 les « *graves déficiences persistantes en matière d'accueil* » et le manque de personnel dans les centres d'accueil des migrants dans tout le pays. Le rapport se base sur les données au 30 juin 2024. Seuls 29 médecins étaient alors employés dans tous les camps, « *soit en moyenne un seul médecin pour 635 personnes parmi les 18 412 résidents. De plus, treize des 32 camps, dont certains hébergeaient des*

centaines voire des milliers de résidents au 30 juin 2024, comme Samos (2 255 résidents), Kos (1 263 résidents) et Katsikas (789 résidents), n'avait aucun médecin. (...) La plupart des camps n'ont aucun psychologue, pas de sage-femme ni de travailleur social. Le personnel infirmier est également gravement insuffisant, avec seulement 92 infirmières dans toutes les structures, soit en moyenne une infirmière pour 200 résidents. »

Le rapport souligne également un manque critique d'interprètes, avec seulement 69 disponibles dans tous les sites, soit en moyenne un interprète pour 267 résidents. « Cela est particulièrement problématique étant donné la nécessité de parler plusieurs langues dans chaque camp. Par exemple, 20 centres sur 32 n'ont qu'un seul interprète ou aucun ». « Il est important de noter que la législation grecque impose la fourniture d'une aide financière à tous les demandeurs d'asile résidant dans le système d'accueil du pays ». « Cependant, dans la pratique, beaucoup ne reçoivent pas cette aide ou connaissent des retards importants, bien qu'ils y aient droit. Selon les données, au 30 juin 2024, sur 15 100 personnes éligibles résidant dans des camps, mais seulement 6505 recevaient une aide financière, soit un taux de réception de seulement 43 %. »

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Un garde-côte ouvre le feu sur un bateau de migrants et fait un mort.

Vendredi 23 août 2024, un homme de 29 ans a été retrouvé mort dans un bateau au large de l'île grecque de Symi, proche de côtes turques, après qu'un membre des garde-côtes grecs a ouvert le feu sur l'embarcation. Le migrant a "*probablement été tué par une balle*", a déclaré l'organisation des garde-côtes, ajoutant que les coups de feu avaient été tirés en direction du moteur du bateau afin de l'immobiliser. Selon un officier de la garde côtière, une enquête a été ouverte à la suite du drame. Une source proche de l'enquête a indiqué qu'un procureur avait également ordonné l'arrestation de l'auteur du tir mortel et la confiscation de son arme.

Le bateau de migrants transportait 14 personnes - huit hommes, une femme et cinq mineurs – et avait quitté les côtes voisines de la Turquie pour entrer illégalement dans les eaux territoriales grecques, ont indiqué les garde-côtes. Lorsqu'il a été repéré par une patrouille de garde-côtes, le bateau a accéléré et n'a pas répondu aux avertissements visuels et sonores, ont-ils affirmé. Il a ensuite effectué des manœuvres dangereuses, s'approchant du navire des garde-côtes et mettant en danger la vie des membres de l'équipage. "*Des coups de feu d'avertissement ont été tirés pour prévenir un risque immédiat pour le navire des garde-côtes et son équipage... et des coups de feu ciblés ont ensuite été tirés sur le moteur afin d'immobiliser le hors-bord*", a indiqué un communiqué des garde-côtes. Le migrant décédé serait originaire du Koweït. Deux hommes ont également été arrêtés, soupçonnés d'être des passeurs.

Ce n'est pas la première fois qu'un incident de ce genre a lieu en mer Égée. Fin juillet, un migrant a été blessé par balle près de l'île de Chios, par des garde-côtes grecs.

HONGRIE

La Commission européenne a une nouvelle fois demandé à la Hongrie de payer ses 200 millions d'euros d'amende pour violation des règles de l'UE en matière d'asile, à la suite d'un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes en juin.

<https://euobserver.com/section/50192d9286>

ITALIE

Bilan migratoire après deux ans de mandat de la première ministre

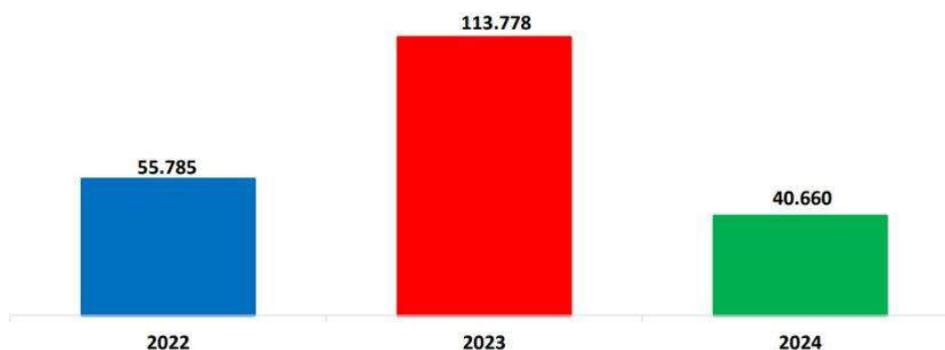
Quel bilan migratoire après deux ans de mandat de Giorgia Meloni ? Selon Rome, c'est un succès. Entre le 1er janvier et le 28 août 2024, le ministère italien de l'Intérieur affirme que 40 660

migrants ont débarqué sur les côtes italiennes. C'est trois fois moins qu'en 2023 à la même période quand 113 000 avaient foulé le sol italien.

"Les résultats parlent d'eux-mêmes", s'est félicité un député de son parti, Fratelli d'Italia,. "Il y a une réduction significative des débarquements par rapport aux années précédentes et une amélioration de la gestion des flux migratoires. Le gouvernement Meloni ne mérite que des retours positifs pour sa politique efficace et innovante".

La stratégie de la cheffe du gouvernement a toujours été claire : miser sur la répression pour faire baisser les arrivées. Et pour ce faire, elle a utilisé l'outil législatif en promulguant le « **décret Piantedosi** » du nom du ministre de l'Intérieur, entré en vigueur en décembre 2022.

Il grafico illustra la situazione relativa al numero dei migranti sbarcati a decorrere dal 1 gennaio 2024 al 28 agosto 2024* comparati con i dati riferiti allo stesso periodo degli anni 2022 e 2023



*I dati si riferiscono agli eventi di sbarco rilevati entro le ore 8:00 del giorno di riferimento.

Fonte: Dipartimento della Pubblica sicurezza. I dati sono suscettibili di successivo consolidamento.

Figure 1 Entre le 1er janvier et le 28 août 2024, 40 660 migrants sont arrivés en Italie. Crédit : ministère de l'Intérieur italien

Devenue la bête noire des ONG, la loi a introduit toute une série de nouvelles mesures pour régir les activités des navires humanitaires en Méditerranée. Elle oblige par exemple les ONG à se rendre "sans délai" au port de débarquement assigné par les autorités italiennes juste après un premier sauvetage. Impossible donc pour les bateaux de procéder à une autre opération de secours - sauf accord exceptionnel de Rome. En cas de désobéissance, les navires humanitaires font face à des risques d'amendes et immobilisations de leur bateau. Les associations dénoncent aussi l'attribution de ports lointains. Après les sauvetages, les bateaux d'ONG ont régulièrement ordre de se rendre dans des villes au centre voire au nord du pays, beaucoup plus éloignées que les ports siciliens ou Lampedusa, où étaient traditionnellement débarqués les migrants secourus. "Avant le décret, devoir débarquer dans le nord, c'était épisodique. Désormais, c'est systématique", avait regretté en janvier, la coordinatrice de projet adjointe à bord du Geo Barents (voir ci-dessus). Ce décret a eu des conséquences dramatiques, selon les ONG. En 2023, Rome a procédé à 23 arrestations de navires de sauvetage. "Cela revient à 540 jours de paralysie pendant lesquels les navires des ONG n'ont pas pu secourir [de migrants] sur l'une des routes les plus meurtrières au monde", pour Médecins sans Frontières. "Ce décret-loi a été spécifiquement conçu pour entraver les activités de recherche et de sauvetage des ONG en mer", dénonce encore l'ONG, mercredi 27 août 2024. Une autre étude menée par l'ONG SOS Humanity dénonce elle une perte de "plus d'un an" de temps de sauvetage en Méditerranée.

Et surtout, déplore l'ONG Sea Watch, "depuis que la Première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni a pris ses fonctions, davantage de personnes sont mortes en Méditerranée". Selon l'ONG allemande, le nombre moyen de personnes disparues ou décédées en mer a augmenté ces deux dernières années. Il était de 162 personnes/mois (en 2020-2022) contre 218 personnes/mois (en 2022-2024), soit dès le début du mandat de Meloni. La baisse des arrivées de migrants en Italie "ne signifie pas un succès dans la lutte contre le trafic d'êtres humains. Au contraire".

Depuis le début de l'année, 1 045 personnes sont mortes en Méditerranée, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Mais combien ont disparu sans laisser de traces ? Combien de "*naufrages invisibles*", ces embarcations qui partent et sombrent en mer sans que personne ne le sache ? Sûrement beaucoup, mais ils sont difficilement quantifiables. La faute à la loi Piantedosi, dénonce encore MSF. "*En partant immédiatement [de la zone de sauvetage] après une seule opération de secours, on laisse la mer déserte. C'est une grande source de frustration pour nous, et surtout, cela nous fait craindre une augmentation [des morts]*".

Sur un volet plus diplomatique, la cheffe du gouvernement se félicite des partenariats qu'elle a noués avec la Libye et la Tunisie ces dernières années pour contribuer à faire chuter les arrivées en Italie. Ces deux États de transit sont les deux principaux pays de départ des migrants qui tentent la traversée de la mer. Le ministre de l'Intérieur Matteo Piantedosi avait affirmé que ces accords avaient permis de "*bloquer la moitié des arrivées*". Un accord datant de 2017 (signé avec le soutien de l'Union européenne), permet aux Italiens de se reposer sur les Libyens pour enrayer les traversées de la mer. Les garde-côtes réputées pour leur brutalité, interceptent depuis 7 ans les migrants en Méditerranée et les ramènent de force vers la Libye. Le partenariat entre Rome et Tripoli donne aussi aux autorités libyennes la charge de la coordination des sauvetages au large de Lampedusa, tâche qui incombait auparavant au centre de coordination de sauvetage maritime de Rome. Depuis le début de l'année, 14 000 migrants ont été interceptés par la Libye. Malgré les preuves de plus en plus nombreuses et documentées par les médias et les ONG sur les cas de maltraitance – voire de torture et de meurtres – envers des migrants sur le sol libyen, l'UE n'a pas cessé son aide financière à la Libye. Pire, les Vingt-sept ont même reconnu dans un rapport confidentiel remis en début d'année que les autorités libyennes avaient eu recours à un « usage excessif de la force » envers les migrants. Depuis des années, InfoMigrants reçoit des témoignages des exactions, viols, tortures, rançonnages, tabassages subis dans les prisons libyennes – officielles ou clandestines.

Même critique en ce qui concerne les accords tuniso-italiens. En 2023, les deux pays ont scellé une alliance dont l'un des principaux axes concerne l'immigration illégale. Elle prévoit de renforcer les contrôles aux frontières et les retours de candidats à l'exil en Tunisie. Depuis la signature de l'accord, Giorgia Meloni s'est déplacée au moins quatre fois à Tunis. A chaque fois pour insister auprès du président sur l'importance d'empêcher les embarcations de quitter les côtes tunisiennes. Il faut rappeler que, en 2023, lorsque près de 10 000 migrants sont arrivés en une semaine sur l'île, le système d'accueil italien avait été complètement débordé.

Une lutte chère au président tunisien qui a pris en grippe les Africains subsahariens en situation irrégulière, depuis son discours virulent prononcé en février 2023, où il accusait ceux-ci d'être à l'origine de "*violence, de crimes et d'actes inacceptables*" et de vouloir changer la composition démographique du pays. Les migrants, depuis, vivent un enfer en Tunisie. Rafles, abandons dans le désert, sévices endurés par les noirs dans le pays. Documentées, ces arrestations sont menées grâce au soutien financier de l'Union européenne et de ses États membres. Les migrants arrêtés sont conduits en zone désertique, à la frontière libyenne, algérienne ou parfois malienne. Dans des conditions extrêmement éprouvantes, sans eau et nourriture, ils luttent pour rester en vie. L'été dernier, des dizaines de migrants sont morts.

Refus des gardiens de prison pour aller en Albanie

Les syndicats italiens de gardiens de prison s'opposent au déploiement de 50 agents pénitentiaires en Albanie pour surveiller les nouveaux centres de détention des migrants, affirmant

qu'ils sont « *envoyés en mission avec des règles qui n'ont pas été partagées* ». De plus, l'Italie « *enregistre une population carcérale de plus de 62 000 détenus pour une capacité de 44 000 lits, alors que manquent 20 000 agents* » et qu'elle a connu « *des centaines d'épisodes d'automutilation et les suicides de 67 détenus et de sept policiers* ». Les deux syndicats ajoutent que « *ce qui semble se dessiner en Albanie est une installation qui nous rappelle de manière inquiétante les camps de prisonniers* ». Du reste, « *on parle maintenant d'y envoyer les bérets verts* », les membres d'une unité spéciale antiterroriste de la Guardia di Finanza.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

À Trieste, ils dorment dans la rue par solidarité avec les exilés

Des dizaines de couvertures isothermes et ordinaires à usage unique ont été étalées sur le sol de la place Sant'Antonio, dans le centre de Trieste, où les habitants se sont réunis pour dormir dans la nuit du 28 août. La manifestation, intitulée « *Dormire è resistere ?* » (« *Dormir, est-ce résister ?* »), était organisée par des membres de diverses associations travaillant avec les migrants, ainsi que par Greenpeace, des scouts et d'autres groupes. Elle visait à sensibiliser le grand nombre de migrants récemment arrivés à Trieste par la route des Balkans et qui dorment désormais dans la rue, principalement sur la place Libertà, en face de la gare ferroviaire.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

Lampedusa,

L'ONG Sea-Watch accuse l'Italie d'être responsable du dernier naufrage.

Jeudi 5 septembre 2024, l'ONG de sauvetage en mer Sea-Watch accuse Rome de négligence dans le dernier naufrage survenu au large de Lampedusa. Mercredi, sept personnes ont été secourues par les garde-côtes mais au moins une vingtaine d'autres sont portées disparues. À l'arrivée des secours, le canot était « *à la dérive, à moitié submergé par l'eau et sur le point de couler, avec sept migrants à bord, tous des hommes de nationalité syrienne* », ont indiqué les garde-côtes italiens. Ces derniers ont diffusé des images montrant ces hommes dans une toute petite embarcation, complètement remplie d'eau, se glisser sur des sortes de matelas gonflés vers le navire des secouristes.

Sea-Watch estime que cette embarcation est la même que celle repérée dès lundi par son avion de reconnaissance, à une quarantaine de kilomètres de Lampedusa. « *Une comparaison des images prises par Seabird 2 et celles diffusées ultérieurement par les garde-côtes italiens montre un bateau en bois, de forme et de couleur identiques, avec des survivants portant des vêtements similaires. De plus, le nombre de personnes à bord et le port de départ libyen correspondent aux détails rapportés par la plateforme Alarm Phone* ». Les humanitaires ont immédiatement prévenu les autorités compétentes, y compris Rome, « *soulignant l'urgence de la situation* ». Mais le sauvetage des Italiens n'a été opéré que deux jours plus tard. « *Depuis les airs, nous avons pu voir le bateau au ras de l'eau et dans un état très instable. Il est exaspérant de constater que les personnes à bord auraient pu être sauvées et se sont noyées à cause d'une intervention tardive* », déplore la coordinatrice tactique de Seabird. « *Si nos conclusions sont confirmées, le gouvernement italien et les autorités européennes devront être tenus responsables de leur négligence délibérée et impardonnable* », renchérit le porte-parole de Sea-Watch.

Selon les survivants, 21 migrants, dont trois mineurs, sont tombés à l'eau peu de temps après leur départ de Libye, le 1er septembre 2024, à cause des mauvaises conditions météorologiques. La garde côtière italienne n'a pas répondu aux sollicitations.

Au moins **20 migrants**, dont trois enfants, **sont portés disparus** après le naufrage de leur embarcation le 1er septembre 2024 au large de la Libye. Ils seraient tombés à l'eau à cause

des mauvaises conditions météorologiques. **Sept survivants ont été secourus** trois jours plus tard par les garde-côtes italiens. Leur embarcation étaient à la dérive Ils ont été déposés sur l'île de Lampedusa dans un état critique.

Les garde-côtes italiens ont récupéré, dimanche 8 septembre 2024, au large de la Sicile, **sept dépouilles** en état de décomposition. Les corps, tous ceux d'hommes adultes, ont été emmenés à la morgue de Lampedusa. Ces cadavres sont vraisemblablement ceux d'une partie des 21 migrants disparus la semaine dernière en Méditerranée centrale. Mercredi 4 septembre, les autorités italiennes ont annoncé le sauvetage de sept personnes, qui se trouvaient dans "une embarcation à la dérive, à moitié submergée par l'eau et sur le point de couler".

110 migrants sont arrivés

Au cours des dernières 24 heures, 110 migrants sont arrivés sur la petite île italienne. Dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 août 2024, un petit bateau, avec 14 personnes à bord, dont quatre mineurs et trois femmes, dont des Égyptiens, des Libyens, des Tunisiens et des Marocains est directement arrivé sur la plage de Guitgia de la petite île italienne. Les migrants ont été interceptés par les carabinieri immédiatement après leur débarquement. Six autres canots sont arrivés dans la même nuit : ils étaient partis de Homs, Sabratha, Tajoura en Libye et de Djerba et Sidi Jmour, en Tunisie. À bord de chaque embarcation se trouvaient entre 14 et 30 migrants. Tous les migrants ont été conduits, au hotspot de l'île où résident actuellement près de 900 personnes – pour une capacité maximale de 400 places. Dans le même temps, le navire Mare Jonio, de l'ONG Mediterranea, a procédé au débarquement de 67 migrants. La majorité d'entre eux sont de nationalité bangladaise et syrienne. Deux jours avant, de nouvelles arrivées avaient déjà été recensées sur l'île : plus de 500 migrants avaient débarqué les 24 et 25 août à bord de canots transportant des femmes, des mineurs et des enfants. Pour désengorger le centre, les autorités italiennes organisent le transfert des exilés sur des navires ou vers d'autres centres d'hébergement en Sicile ou sur le continent. Mais ces transferts prennent du temps et concernent principalement les femmes et les enfants.

TCHEQUIE

Une trentaine de migrants, dont un mort, dans un camion

Une trentaine de migrants, dont l'un est décédé, ont été découverts dans un semi-remorque sur une autoroute entre Prague et la ville de Dresde, dans le sud de l'Allemagne, a annoncé lundi 2 septembre 2024 la police tchèque. Un hélicoptère a été déployé pour rechercher plusieurs des migrants qui s'étaient enfuis du camion portant des plaques d'immatriculation étrangères que la police avait arrêté en fin d'après-midi. La police a également fermé l'autoroute D8 à 18 kilomètres au nord de la capitale Prague. *« Toutes ces personnes ont été placées en détention ». « Nous n'avons aucune information suggérant que quelqu'un ait pu s'échapper. » « Tout semble indiquer qu'il s'agit de migrants en transit et, malheureusement, les premières informations que nous avons reçues du site font état d'une personne décédée ».* Un service de secours privé a pris en charge une femme d'une trentaine d'années, inconsciente. *« Un médecin a constaté son décès après des dizaines de minutes de réanimation ».* Les autres migrants n'ont pas eu besoin de soins hospitaliers, mais ils étaient *« en mauvaise santé »*, a ajouté le service de secours.

<https://www.ouest-france.fr/europe/republique-tcheque/une-trentaine-de-migrants-dont-un-mort-decouverts-dans-un-camion-en-republique-tcheque-73fee343-e3dc-4a03-9fb9-b8eb8d1f0898>

VATICAN

20 réfugiés en provenance de Libye accueillis à Rome

Lundi 2 septembre 2024, 20 réfugiés, dont la plupart ont été évacués des camps de détention en Libye, ont atterri à l'aéroport Fiumicino de Rome sur un vol régulier en provenance de Tripoli. Ils ont presque tous été victimes de mauvais traitements graves. Parmi ces réfugiés figurent également des enfants, nés en Libye. Les autres sont originaires du Togo, de la République centrafricaine, du Tchad, de la République démocratique du Congo, du Nigeria, du Cameroun et de

Birmanie.

Les réfugiés seront accueillis dans différentes régions italiennes et, selon le modèle consolidé des couloirs humanitaires, commenceront immédiatement à s'intégrer: pour les mineurs, grâce à l'école, et pour les adultes, grâce à l'apprentissage de la langue italienne et à l'entrée dans le monde du travail. Deux familles seront accueillies par la Communauté de Sant'Egidio à Rome et en Calabre, à Riace, pour un total de 9 personnes. Une autre famille de 7 personnes sera accueillie par le réseau Arci, tandis que 4 autres seront accueillies par le SAI, le Système national d'accueil.

Leur arrivée en Italie est rendue possible grâce au protocole signé en décembre dernier par le ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et d'autres partenaires comme le HCR - l'Agence des Nations unies pour les réfugiés -, la Communauté de Sant'Egidio, ou la Fédération des églises évangéliques. Ce protocole devrait permettre d'évacuer de Libye vers l'Italie, sur une période de trois ans, 1 500 réfugiés ayant besoin d'une protection internationale.

<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2024-09/migrants-refugies-humanitaire-solidarite-lybie.html>

Collaboration future entre Migrants et le projet Meditteranea

Entre le 24 et le 25 août, le Mare Jonio a participé au sauvetage de 182 migrants (voir ci-dessus à Mare Jonio- Méditerranée). Le navire, opéré par l'organisation humanitaire *Mediterranea Saving Humans*, était accompagné, pour la première fois, d'un bateau de soutien financé par la fondation Migrants de la conférence des évêques italiens. À bord se trouvaient le père Alessandro Messina, directeur de Migrants pour le diocèse de Fano (Marches) et Donatella D'Anna, directrice de Migrants pour le diocèse de Caltanissetta, situé au centre de la Sicile.

Peu après le retour à terre du bateau de soutien, Vatican News s'est entretenu avec les deux représentants de la fondation Migrants des évêques italiens au sujet de leur expérience et de leurs espoirs de collaboration future entre Migrants et le projet Meditteranea. En repensant à ces derniers jours, Donatella D'Anna et le père Alessandro - ou «*Don Sandro*», comme l'ont rapidement surnommé tous les membres de l'équipe - ont déclaré qu'ils se sentaient changés.

Mme D'Anna travaille en étroite collaboration avec les migrants dans le centre de la Sicile, les aidant à trouver un emploi et à se construire une nouvelle vie. Elle a déclaré ne pas être surprise par ce qu'elle a vu : «*Dans le cadre de mon travail, j'entends beaucoup parler de leurs voyages, de leurs difficultés à arriver en Italie*». Mais, a-t-elle fait remarquer, *savoir quelque chose de manière abstraite et en faire l'expérience directe sont deux choses très différentes* - et elle partait avec un réel sentiment de tristesse.

Don Sandro déclare qu'au cours de la mission, il a vu beaucoup de souffrance, mais aussi le bonheur dans les yeux des migrants lorsqu'ils ont été mis en sécurité sur le Mare Jonio. «*C'est quelque chose qui laisse une trace*». «*C'est quelque chose que l'on emporte avec soi*». Le prêtre poursuivi en décrivant la naissance de la mission conjointe Meditteranea-Migrants. Il avait rencontré le fondateur italien de la mission Meditteranea, lors d'un événement organisé il y a plusieurs mois, et lui a demandé s'il était possible de participer à l'une des missions de sauvetage de l'organisation à titre personnel. Bien que cela se soit avéré difficile, l'idée d'une collaboration plus officielle entre les deux organisations a germé. L'antenne locale de Migrants de Don Sandro a proposé l'idée au bureau national, et c'est ainsi qu'est née l'opération conjointe.

Le choix d'envoyer un bateau de soutien a été fait pour que l'Église puisse «*voir de ses propres yeux ce qui se passe en Méditerranée*» et «*être témoin et porte-parole de la tragédie que nos frères et sœurs vivent chaque jour en mer*», a expliqué M. D'Anna.

Les deux directeurs de Migrants espèrent que cette mission ne sera que la première étape d'une collaboration plus approfondie entre leur organisation et *Mediterranea Saving Humans*. Et ils ont une vision de ce qui doit être fait. «*En tant que fondation Migrants, nous avons une tâche*

particulière, déclare Don Sandro *nous devons sensibiliser les communautés chrétiennes et la société dans son ensemble à l'importance de l'accueil, de la construction d'une civilisation de l'amour, d'une civilisation où il y a de la place pour tout le monde*». Pour Donatella D'Anna, *«nous ne pouvons pas nous arrêter à la recherche et au sauvetage ou à l'accueil des migrants en Italie*». Ce qu'il faut, c'est *«résoudre le problème à la racine*», ce qui implique, selon elle, une révision en profondeur du système de visas qui convainc de nombreux migrants que leur seule option est de prendre la mer. *«Dieu a créé le monde pour tous*», conclut Don Sandro. *«Il nous a créés frères et sœurs, comme nous le répète le Pape François. Au cours de cette mission, j'ai eu le privilège de partager cet amour pour l'humanité avec d'autres personnes, des personnes d'autres religions, des personnes sans aucune religion. Le Christ est humain, et ce que Jésus m'enseigne, c'est l'amour pour toute l'humanité*».

<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2024-08/sauvetage-migrants-mediterranee-mission-eglise-italie.html>

Le drame des routes migratoires

Lors de l'audience générale du 28 août 2024, le Pape s'est arrêté sur le drame des routes migratoires souvent mortelles pour de nombreux hommes, femmes et enfants. Le besoin de paix et de sécurité de ces personnes fait souvent la une des journaux, tout comme la tragédie des disparitions. François est revenu sur deux espaces géographiques de cette souffrance, la mer et le désert. *«Mer et désert: ces deux mots reviennent dans tant de témoignages que je reçois, aussi bien de la part des migrants que des personnes qui s'engagent à leur secours*», a-t-il souligné. La mer et le désert sont à entendre au sens large: cela concerne les espaces hostiles traversés par les migrants, que ce soit aussi des fleuves ou des jungles.

Le «péché grave» de repousser des migrants

Une nouvelle fois, le Saint-Père a tourné les yeux vers la Méditerranée où les naufrages se succèdent. *«J'ai souvent parlé de la Méditerranée, parce que je suis évêque de Rome et parce qu'elle est emblématique: la mare nostrum, lieu de communication entre les peuples et les civilisations, est devenue un cimetière*», a-t-il souligné en écho à des propos déjà tenus lors de son voyage à Marseille en septembre 2023. *«La tragédie, a poursuivi François, c'est que beaucoup, la plupart de ces morts, auraient pu être sauvés*». Et de dénoncer le «péché grave» qui consiste à repousser par tous les moyens les migrants. *«Il faut le dire clairement: il y a ceux qui travaillent systématiquement par tous les moyens à repousser les migrants. Et cela, en toute conscience et responsabilité, est un «péché grave»*.” Le Souverain pontife, a dénoncé ceux qui mènent et abandonnent ces personnes dans le désert. La mer et le désert *«sont également des lieux bibliques chargés d'une valeur symbolique*», a poursuivi le Pape, rappelant l'Exode du peuple juif et la fuite vers la Terre Promise. *«Des lieux de passage vers la libération, la rédemption, la liberté et l'accomplissement des promesses de Dieu*».

Un combat pour la civilisation

Ces migrants ne devraient jamais trouver la mort lors de leur voyage. il est nécessaire de trouver des solutions, a plaidé l'évêque de Rome. *«Ce n'est pas par des lois plus restrictives, ce n'est pas par la militarisation des frontières, ce n'est pas par des rejets que nous y parviendrons, a-t-il expliqué, mais en encourageant de toutes les manières possibles une gouvernance mondiale des migrations fondée sur la justice, la fraternité et la solidarité*».

Le Pape a aussi loué les efforts des «bons samaritains» qui font tout leur possible pour secourir et sauver les migrants blessés et abandonnés sur les routes de la désespérance, sur les cinq continents. Des hommes et des femmes courageux *«qui sont le signe d'une humanité qui ne se laisse pas contaminer par la culture néfaste de l'indifférence et du rejet*». Ceux qui ne peuvent être comme eux, *«en première ligne*», a-t-il précisé peuvent le faire dans la prière, une contribution précieuse dans ce *«combat pour la civilisation*». Le Pape a achevé sa catéchèse par cette supplique déjà formulée à maintes reprises : *«Que les mers et les déserts ne deviennent pas des cimetières*».

EUROPE

BOSNIE- HERZEGOVINE

56 migrants d'origine africaine et asiatique entassés dans un camion

La police des frontières de Bosnie-Herzégovine a empêché mercredi 4 septembre 2024 le passage clandestin de 56 migrants d'origine africaine et asiatique entassés dans un camion dans l'est de la Bosnie-Herzégovine, non loin de la frontière avec la Serbie. Comme l'a rapporté la police des frontières, des migrants illégaux ont été découverts à Rudo, près de Višegrad, cachés dans un véhicule cargo conduit par un citoyen de Bosnie-Herzégovine. Le chauffeur a été arrêté et interrogé, tandis que les migrants objet d'un trafic illicite ont été remis au Service des affaires avec les étrangers, qui doit décider de leur statut en Bosnie-Herzégovine.

La Bosnie-Herzégovine veut révoquer les visas des travailleurs étrangers « de passage »

De plus en plus de ressortissants du Népal, du Bangladesh ou du Pakistan obtiennent un permis de travail en Bosnie-Herzégovine, mais beaucoup quittent aussitôt ce pays, d'où des réseaux de passeurs les transfèrent en Croatie, puis souvent vers d'autres pays d'Europe occidentale. 3230 permis de travail ont été délivrés au cours des six premiers mois de 2024, et ce nombre augmente chaque année, mais la police affirme que les migrants versent eux-mêmes d'importantes sommes d'argent à des intermédiaires ou à des employeurs afin de leur obtenir des permis de travail et des visas leur permettant d'entrer légalement en Bosnie-Herzégovine. Le Service des Affaires étrangères a rapporté mercredi que les visas de travail de 39 ressortissants pakistanais avaient été révoqués, tandis que 14 ressortissants bangladais étaient en cours de révocation. Le Service a appelé les employeurs à importer des travailleurs étrangers exclusivement par l'intermédiaire d'agences autorisées et a averti qu'à défaut, ils devraient payer les frais d'hébergement dans le centre d'immigration et d'expulsion de Bosnie-Herzégovine.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-infos>

ROYAUME-UNI

Un homme condamné à 9 ans de prison ferme

Un juge britannique a condamné vendredi 6 septembre 2024 un homme à neuf ans de prison pour son implication dans les émeutes anti-migrants et islamophobes qui ont touché le nord de l'Angleterre en août 2024. C'est la peine la plus lourde prononcée jusqu'ici. Au 5 septembre, plus de 200 condamnations avaient déjà été prononcées, quasi systématiquement à de la prison ferme. Au total, 193 des 202 personnes condamnées ont écopé de peines privatives de liberté.

Peintre décorateur de profession, il avait participé à un incendie criminel contre un hôtel hébergeant des migrants à Rotherham, dans le nord-est du pays. Cet homme de 27 ans a été filmé en train d'ajouter du bois à une poubelle en feu - poubelle qui avait ensuite été placée devant une sortie de secours de l'hôtel. Il a également été filmé lançant des projectiles sur la police lors des violences. Très secoués, des membres du personnel de l'hôtel ont déclaré au tribunal qu'il ont cru "mourir". D'autres images l'ont montré brandissant une matraque de police pendant ces heurts, qui ont blessé 64 policiers, trois chevaux et un chien. Selon le juge en charge de l'affaire, le cas est "*incontestablement*" l'un des plus graves concernant les violences commises dans cette ville.

A Tamworth - où un autre hôtel a été saccagé par les émeutiers d'extrême droite - et à Birmingham début août, des manifestants sont venus protester contre ces violences racistes. "*Je veux les empêcher de semer la terreur et la haine*", avait notamment confié une Française installée dans le pays, en parlant de la English Defence League, un groupe d'extrême droite, responsable d'avoir attisé la haine anti-étrangers.

En deux jours, 1 139 migrants ont atteint les rives britanniques

Mardi 27 août 2024, 525 exilés, sur huit canots, ont été pris en charge en mer par les forces anglaises et déposés à Douvres. Le lendemain, mercredi 28 août 2024, 614 autres personnes, réparties sur 10 bateaux, ont été secourues dans la Manche par la Border Force et ramenées sur le sol britannique. Ce nombre élevé des départs s'explique par l'amélioration des conditions météorologiques. Pendant une semaine, aucune embarcation n'a pris la mer depuis les côtes françaises, en raison de vents violents pouvant faire dériver et tanguer les canots surchargés et souvent précaires.

Les humanitaires s'attendaient d'ailleurs à une recrudescence des tentatives de traversées. *"Depuis hier soir [lundi 26 août 2024], la météo dans la Manche s'est calmée. Plus de 1 000 personnes sont présentes sur le littoral. Faute de voies de passages sûres, elles vont risquer leur vie à bord d'embarcation gonflables surchargées, espérant rejoindre l'Angleterre"*, avait prédit Utopia 56.

Depuis plusieurs mois, les départs d'embarcations se font de plus en plus loin des côtes anglaises. "Si avant, les migrants mettaient six ou huit heures pour aller de Calais à Douvres, désormais ils partent de Berck, du Touquet... [dans la Somme, ndlr] Ils doivent donc doubler voire tripler ce temps de trajet en mer", s'était inquiétée Salomé Bahri de l'association Utopia 56, auprès d'InfoMigrants.

En 2021, pour la première fois, une embarcation avait fait naufrage et avait été secourue au large des plages de Quend. Un événement resté très rare. Mais désormais, la pression exercée par les forces de l'ordre pousse les exilés à chercher d'autres voies de passage, notamment dans la Somme : à Cayeux-sur-mer ; à Quend, à près de 100 km de Calais. De cette région jusqu'au littoral de Dunkerque, des milliers de migrants continuent, malgré les effectifs policiers déployés à cet endroit, à prendre la mer pour l'Angleterre. Depuis le début de l'année, plus de 20 000 personnes ont traversé la Manche depuis les côtes françaises, soit une hausse de 18% par rapport à la même période l'an dernier.

AFRIQUE

EGYPTE

Réfugiés en Égypte, une famille gazaouie raconte

Plus de 100 000 Palestiniens de Gaza ont fui les bombardements israéliens, direction l'Égypte. Beaucoup survivent, grâce à l'aide d'associations, mais n'accèdent que difficilement à l'emploi. Une famille gazaouie est arrivée en Égypte à la fin de l'année 2023. La mère venait d'accoucher et craignait pour la vie de sa petite fille âgée de quelques mois. Leur avenir en Égypte est incertain.

Le 31 octobre 2023, Khan Younès (à moins de 10km de la frontière égyptienne, tremble sous les frappes israéliennes. C'est pourtant là que la jeune Palestinienne de 26 ans, donne naissance à sa petite fille : *"Quand j'ai accouché, c'était très dur, cela a duré trois jours, il y avait des bombardements, je les entendais pendant que j'accouchais"*. Mais son cas est alors loin d'être une priorité pour le personnel de l'hôpital : *"Il n'y avait pas beaucoup de personnel ou de matériel médical disponible, car ils étaient occupés par les blessés, les martyrs, j'ai eu 36 points de suture sans anesthésie"*. Elle quitte l'hôpital, épuisée, pour regagner sa maison avec sa fille, mais là aussi, la situation est catastrophique. *"Imaginez, j'avais encore mes points de suture, je me lavais à la main et je cuisinais au feu. Alors à partir de là, nous avons pris la décision de partir"*. Son mari, 37 ans, s'occupe des démarches pour l'Égypte. *"Au début, je ne voulais pas voyager, car il fallait payer un droit de passage, 5 000 dollars [4 500 euros] par adulte. Mais pour ma petite fille, il y a eu beaucoup de souffrance et de bombardements autour de nous, j'étais son père et je ne pouvais pas la protéger"*.

Alors je me suis dit, ça suffit, je vais voyager et j'ai payé."

Ils dépensent toutes leurs économies, empruntent le reste à leur famille, puis traversent la frontière fin février 2024 pour l'Égypte. Ils s'installent dans un appartement en périphérie du Caire. *"L'appartement était vide, tous les meubles sont des dons d'association"*. Mais désormais, l'urgence, est de trouver des fonds pour payer leur loyer, équivalent à 200 euros par mois. *"Je ne veux pas que nous soyons expulsés d'ici. Si nous sommes expulsés, à la rue, comment faire avec le bébé ?"*, s'inquiète la jeune mère. Faute de permis de résidence, ils sont simplement tolérés par les autorités égyptiennes. Ainsi, ils n'ont pas accès à l'emploi. *"Penser à l'avenir est fatigant, psychologiquement fatigant, se désespère le père. Peut-être que je dois quitter le pays, pour l'Europe, par exemple."* Mais pour l'heure, la famille est coincée en Égypte, avec pour seule urgence de garantir un toit à leur petite fille de dix mois.

COTE D'IVOIRE

Un visa pour entrer au Maroc

Depuis dimanche 1er septembre 2024, les Ivoiriens ont besoin d'un visa pour voyager au Maroc. Cette décision vise à lutter contre l'immigration irrégulière. Selon les autorités, les ressortissants d'autres pays utilisaient jusqu'ici des papiers ivoiriens contrefaits pour entrer au Maroc plus facilement. Dans les rues de Casablanca, la mesure a reçu un accueil mitigé de la part de la communauté ivoirienne. Pour un ivoirien, cette mesure va compliquer encore plus les déplacements des Ivoiriens. *"Pendant que je vous parle, j'ai ma sœur bloquée à Dakar, elle a pris son billet le 31 et donc elle a fait escale à Dakar et elle devrait rentrer au Maroc vers minuit ou 2h le 1er septembre, donc elle devra retourner pour faire son visa et là, c'est compliqué."* Il arbore le maillot des Éléphants et il sort de sa sacoche son *"vrai passeport ivoirien parce que je suis Ivoirien. Je l'ai renouvelé, il n'y a pas longtemps."* *"Nous, les Ivoiriens, on se reconnaît dans le parler, on sait déjà que voilà, lui, c'est un Ivoirien ou pas. Quand je vois un Congolais ou Camerounais qui parle, je sais automatique que ce n'est pas un Ivoirien. Et quand je vois qu'il a un passeport ivoirien, je suis étonné."* Sur l'étal de son commerce, on trouve des produits qu'elle ramène de Côte d'Ivoire. La réintroduction du visa met son commerce en péril. *"Ça ne m'arrange pas. Ça fait six mois que je fais des allers-retours pour de la marchandise à Abidjan. Mais les papiers qu'ils demandent, c'est trop !"* Selon les autorités ivoiriennes, la mesure sera appliquée pour une période "expérimentale" de deux ans. La réinstauration du visa ne concerne pas les Ivoiriens détenteurs d'un passeport diplomatique ou de service. Les Marocains pourront continuer à accéder à la Côte d'Ivoire sans visa.

LIBYE

Un millier de migrants libérés d'une prison clandestine

Un millier de migrants, originaires d'Afrique subsaharienne, ont été libérés d'une prison clandestine de la région désertique d'Ash Shwayrif, à environ 400 km au sud de Tripoli, ont annoncé samedi 31 août 2024 les autorités libyennes. Parmi ces exilés, on compte de nombreuses femmes, enfants et même des bébés. Le bureau du Procureur général a diffusé une vidéo du raid organisé dans l'entrepôt qui servait de centre de détention aux trafiquants. Les images montrent des dizaines d'exilés enfermés dans un bâtiment plongé dans l'obscurité – le hangar dispose de quatre murs et d'un plafond en tôle, aucune fenêtre ne permet à la lumière d'entrer. Des tapis étalés par terre laissent penser que les migrants dormaient à même le sol, sur des morceaux de tissus. D'autres minuscules cellules - pouvant contenir uniquement un matelas – servaient sûrement à mettre des migrants à l'isolement. La vidéo laisse également apparaître les corps des personnes enfermées : certaines présentent des cicatrices, des marques de coupures ou de brûlures sur le corps, d'autres des maladies de peau. On peut aussi y voir un bébé en état de malnutrition sévère.

Les migrants retenus à d'Ash Shwayrif ont été soumis à toutes sortes de torture *"dans le but de contraindre leurs familles à payer des sommes d'argent en échange de leur libération"*, précise le bureau du Procureur général. Les trafiquants *"ont participé à des activités criminelles organisées"*

en commettant des meurtres, des privations de liberté, et des viols". Les autorités n'ont en revanche donné aucune information sur la prise en charge de ces migrants. Dans ce genre d'affaires, les exilés sont généralement transférés dans des prisons gérées par le Département de lutte contre l'immigration illégale (DCIM). Dans ces centres de détention, les Subsahariens sont aussi victimes de violences et doivent - souvent - payer une rançon de centaines d'euros pour leur libération.

Ce genre de prisons secrètes sont nombreuses en Libye, pays en proie au chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Les milices ont trouvé dans la question migratoire une manière de s'enrichir. Les groupes armés n'hésitent pas à kidnapper des exilés en pleine rue, dans leur appartement ou sur leur lieu de travail pour les retenir captifs. En échange, les trafiquants filment les sévices infligés et envoient les images aux familles pour leur extorquer de l'argent.

Le plus célèbre passeur d'êtres humains en Libye a été tué dimanche 1^{er} septembre 2024

L'homme, surnommé Bija - en référence à sa passion pour le football et son admiration pour le joueur italien Roberto Baggio – était considéré comme l'un des principaux trafiquants d'êtres humains en Libye. Il a été tué dimanche 1er septembre dans une embuscade par des assaillants non identifiés à Sayyad, à 25 km à l'ouest de Tripoli, à la hauteur de l'Académie navale de Janzour, dont il était le commandant, ont indiqué des sources officielles citées par des médias locaux. Des images reprises dans les médias ont montré un 4X4 blanc au bord de la route, la portière avant droite criblée de balles, avec le corps d'un homme à l'intérieur. Aucune précision sur les motivations politiques ou crapuleuses de l'assassinat n'a été donnée.

Ancien responsable d'une unité des garde-côtes de Zouara, ville de l'ouest libyen connue pour être un lieu de départs des embarcations de migrants, il "*bâti un empire sur la souffrance humaine, et la politique européenne l'a rendu possible*", indique le directeur de l'institut libyen de recherches Sadeq. Selon des médias italiens et libyens, Bija – qui avait la double casquette passeur et garde-côtes - avait en effet participé en 2017, aux côtés d'autres passeurs, à des pourparlers avec des responsables italiens, afin de signer un partenariat pour faire baisser les départs depuis la Libye. Depuis cette date, l'Italie, via l'Union européenne (UE), fournit un soutien matériel et financier aux garde-côtes libyens dans le but d'intercepter un maximum de canots en route vers les côtes italiennes. Bija "*a transformé le sauvetage en kidnapping : les plus vulnérables interceptés en Méditerranée ont été renvoyés en Libye pour être extorqués dans des centres de détention*"

"En Libye, il n'y a pas un migrant qui ne connaisse par Bija. Il est pire que le diable". "Même les Libyens n'osent pas le contredire car il est réputé très violent, y compris avec eux", selon un Guinéen qui a passé trois mois dans la prison de Zaouia, tenue par Bija et son cousin Oussama, lui aussi tortionnaire notoire. Un migrant soudanais, s'était souvenu du jour où l'embarcation sur laquelle il se trouvait a été interceptée en mer et ramenée à Tripoli. Pendant tout le trajet, il avait expliqué avoir été battu par "*les hommes de Bija*". "*À Tripoli, on nous a insultés et donné des coups de poing, puis les hommes de Bija ont tiré des coups de feu au-dessus de nos têtes. Bija était présent. Ils prenaient du plaisir à voir l'horreur dans nos yeux.*"

Bija avait été arrêté par les autorités libyennes en octobre 2020 pour trafic d'êtres humains, avant d'être relâché en 2021 «*faute de preuves*». Il faisait également l'objet d'une notice d'Interpol à la demande d'un comité du Conseil de sécurité de l'ONU qui, en juin 2018, avait sanctionné six chefs de réseaux de trafiquants de migrants en Libye. À l'époque, Bija était décrit comme le chef d'une unité de garde-côtes à Zaouia "*qui est constamment liée à la violence contre les migrants et autres passeurs d'êtres humains*" de gangs rivaux. Les experts de l'ONU qui surveillent les sanctions ont affirmé que Milad et d'autres membres des garde-côtes "*sont directement impliqués dans le naufrage de bateaux de migrants à l'aide d'armes à feu*".

"Bija est parti et nous sommes tristes qu'il n'ait pas été tenu responsable de ses crimes contre l'humanité et de sa marchandisation des migrants et des réfugiés", a déploré un réfugié soudanais en Italie, passé par la Libye.

MAROC

Six personnes arrêtées pour avoir incité à la migration irrégulière vers Ceuta

Ils sont accusés d'avoir posté sur TikTok, Facebook et autres réseaux sociaux des messages incitant les jeunes Marocains à prendre la mer pour atteindre l'enclave espagnole de Ceuta. La police judiciaire marocaine a arrêté au moins six personnes, dont un mineur, suspectées d'avoir lancé des campagnes sur les réseaux sociaux pour pousser les jeunes à tenter de rejoindre Ceuta à la nage, samedi 31 août 2024. Les suspects ont entre 20 et 31 ans et le mineur n'a que 16 ans. Les messages diffusés incitaient à prendre la mer depuis la ville marocaine de Fnideq afin de rejoindre Ceuta. Un trajet d'environ 5 kilomètres qui nécessite de longues heures de nage en raison des forts courants et des rochers. *"Les investigations techniques et de terrain ont permis d'identifier les suspects et de les arrêter dans les villes de Tanger, Casablanca, Souq Larb'aâ et El Kelaa des Sraghnal"*. La police marocaine poursuit ses investigations.

Depuis plusieurs mois, les migrants marocains sont de plus en plus nombreux à documenter sur les réseaux sociaux leur traversée à la nage vers l'enclave de Ceuta. Voir ci-dessous. À l'instar de Chaimae El Grini, les jeunes Marocains – et plus largement Africains – n'hésitent plus à filmer leur tentative de traversée vers le sol espagnol, et à diffuser les images sur les réseaux sous les hashtags "Harragas" (terme qui signifie "brûleurs de frontières" en français et qui désigne les migrants maghrébins) ou "Ceuta".

Sa traversée à la nage vers l'enclave espagnole de Ceuta, sur TikTok

Ces derniers jours, les publications d'une Marocaine de 19 ans, sont devenues virales sur le réseau social TikTok. Sur son compte, le premier post épinglé atteint deux millions de vues, un record pour cette Marocaine suivie par plus de 124 000 abonnés. On y voit une photo postée le 21 août : cheveux mouillés, elle y apparaît souriante, vêtue d'une combinaison de plongée rose et grise, pochette en plastique autour du cou pour protéger son téléphone de l'eau. Elle lève le pouce en l'air en signe de victoire. Puis, trois clichés de la jeune femme dans les rues espagnoles, mini-jupe rouge, tee-shirt vert, chapeau en paille. Et toujours ce large sourire.

La jeune femme originaire de Matril, dans le nord du Maroc, documente frénétiquement son exil vers l'enclave espagnole de Ceuta. Des images d'elle à l'arrière d'une fourgonnette en route vers la frontière maroco-espagnole, des vidéos la montrant sauter dans l'eau, puis avec une couverture de la Croix-Rouge espagnole sur les épaules, la carte de son trajet maritime... Elle relate chaque détail de sa dernière traversée à la nage mi-août 2024 vers Ceuta, après quatre autres tentatives échouées. Puis, elle raconte son quotidien dans l'enclave, posant souriante devant des bâtiments espagnols, dans les rues et dans ce qui semble être le centre d'accueil dans lequel elle est hébergée.

À son instar, les jeunes Marocains – et plus largement Africains – n'hésitent plus à filmer leur tentative de traversée vers le sol espagnol, et à diffuser les images sur les réseaux sous les hashtags "Harragas" (terme qui signifie "brûleurs de frontières" en français et qui désigne les migrants maghrébins) ou "Ceuta". Les exilés y détaillent tout le processus : préparation du matériel (masque, combinaison, palmes), techniques pour se cacher des policiers marocains, mise à l'eau, parcours effectué à la nage... rien n'échappe aux utilisateurs. Puis, les nouveaux arrivants diffusent des clichés paradant dans les rues de Ceuta, au son de musiques triomphales.

Ces récits enjolivés ne sont pas sans conséquences. En montrant la traversée à la nage vers Ceuta de cette façon, les TikTokers omettent de raconter les risques et les drames qui peuvent se produire dans ces eaux. La distance qui sépare l'enclave espagnole du territoire marocain a beau être courte, le trajet n'en est pas moins risqué. Les forts courants et les rochers le long du rivage rendent le parcours particulièrement dangereux.

Sous les publications de la marocaine, certains utilisateurs l'accusent d'ailleurs d'encourager les Marocains à prendre la mer. Une attaque qu'elle balaie d'un revers de main. *"Je n'encourage pas les autres à faire comme moi"*, se défend-elle dans une interview au média local El

Faro de Ceuta. "[La traversée] était très difficile, il faut être un bon nageur pour y parvenir (...) J'ai eu beaucoup de difficultés car la mer était très agitée et elle vous emporte vers les rochers. Personne ne peut comprendre, sauf ceux qui ont déjà essayé." Pendant **cinq longues heures, la jeune Marocaine a dû nager sans s'arrêter** pour atteindre son but.

MAURITANIE

Mardi 26 et mercredi 27 août, le premier ministre espagnol a signé avec la Mauritanie et la Gambie des "mémoires d'entente" bilatéraux de "migration circulaire", a indiqué le gouvernement espagnol. Il s'agit de mettre en place un cadre pour permettre des entrées régulières sur le sol espagnol en fonction des besoins de main-d'œuvre. Cette migration contrôlée est censée faire une place particulière aux jeunes et aux femmes. Madrid a aussi signé avec ses deux partenaires des textes en vue de renforcer la collaboration contre la criminalité organisée sous toutes ses formes. Le Premier ministre espagnol a précisé qu'il s'agissait principalement de combattre le trafic d'êtres humains, lors d'une rencontre avec le président mauritanien. En retour, la présidence mauritanienne promet de **durcir sa législation contre l'immigration irrégulière**. Elle a annoncé lundi une réunion le 2 septembre 2024 des députés pour examiner des textes prévoyant la création d'un tribunal spécialisé chargé de réprimer le trafic des migrants et la mise en place de nouvelles dispositions pénales, selon un décret rendu public.

Selon une source de la présidence du gouvernement espagnol, la Mauritanie abrite actuellement quelque 200 000 réfugiés victimes de l'instabilité au Sahel. Parmi eux, de très nombreux Maliens, qui sont des candidats potentiels à un départ vers les Canaries, porte d'entrée de l'Europe pour des milliers d'Africains qui prennent depuis des années la périlleuse route de l'Atlantique à la recherche d'un avenir meilleur (voir ci-dessus). La Mauritanie et la Gambie sont les points de départ d'une grande partie des migrants.

Le chef du gouvernement socialiste a préconisé **fermeté contre les filières et humanité vis-à-vis des migrants**. Il a souligné "qu'il n'y a pas si longtemps encore, l'Espagne était aussi un pays de migrants". "L'immigration n'est pas un problème, mais une nécessité qui s'accompagne de certains problèmes", a-t-il dit. En particulier, "nous devons lutter contre les mafias qui font le commerce d'êtres humains" et qui profitent "des conditions terribles et du désespoir de ceux qui ont recours à la migration irrégulière". L'Espagne s'est aussi engagée à promouvoir "des migrations sûres, ordonnées et régulières" et à "garantir un traitement juste et humain des migrants".

Le projet pilote de "migration circulaire" avec la Mauritanie, d'une durée initiale d'un an, prévoit que l'Espagne communiquera des offres d'emploi à Nouakchott, qui sélectionnera des candidats pour venir travailler sur le sol espagnol. Ils passeront des entretiens et le cas échéant des tests, devront obtenir un visa et signer un contrat, et s'engager à retourner dans leur pays à la fin du contrat. Le mémorandum ne fournit pas de chiffre d'offres potentielles. L'Espagne a déjà appliqué la formule "avec succès" avec d'autres pays, a déclaré le premier ministre espagnol. Par ailleurs, dans le domaine de la défense et la sécurité, "l'Espagne contribuera à hauteur d'un demi-million d'euros à une initiative de formation" en Mauritanie [...] L'Espagne lancera prochainement en Mauritanie un Institut Cervantes, institution de promotion linguistique et culturelle.

Avec la Gambie aussi, Madrid veut mieux coopérer. L'Espagne "souhaite donner un nouvel élan à ses relations avec l'Afrique", a déclaré Pedro Sanchez en Gambie où il effectuait la première visite officielle d'un chef de gouvernement espagnol depuis l'établissement de relations bilatérales. Il a rendu visite à des agents de la Guardia Civil et de la Police espagnoles déployés sur le port de Banjul au nom de la coopération sur la migration et contre les trafics.

SENEGAL

Au moins neuf morts et des dizaines de disparus au large de Mbour

Un naufrage s'est produit dimanche 8 septembre 2024 au large de Mbour, à une centaine de kilomètres au sud de Dakar, a indiqué lundi la marine sénégalaise. Dès dimanche, cinq corps ont

été récupérés par des pêcheurs et quatre autres le lendemain par des équipes de sauvetage. Parmi les personnes décédées, on compte quatre hommes et cinq femmes, dont une collégienne de 18 ans. Lundi 4 corps ont été récupérés et mardi 10 septembre 2024, 19 corps.

Selon le préfet du département de Mbour, les victimes qui ont pu être identifiées l'ont été comme étant originaires de Mbour. 24 migrants ont pu être secourus - les autorités, elles, ont uniquement annoncé le sauvetage de trois exilés. Parmi eux, quatre ont été pris en charge pendant quelques heures à l'hôpital pour des brûlures causées par un mélange d'eau de mer et de carburant. Les autres se sont enfuis en arrivant sur la plage, par crainte d'être arrêtés par les policiers.

Les exilés avaient pris la mer dimanche après-midi depuis la ville côtière de Mbour, dans l'espoir de rejoindre l'archipel espagnol des Canaries. *"Un rescapé m'a raconté qu'ils étaient montés dans une petite pirogue vers 15h pour rejoindre une plus grande au large"*, explique un journaliste. Cette technique est de plus en plus utilisée dans la région pour déjouer les contrôles policiers, déployés en nombre le long du rivage. Environ une heure après le départ, la pirogue a chaviré à seulement quelques kilomètres des côtes. Un mouvement de panique à bord serait à l'origine du drame. Des pêcheurs présents à proximité ont immédiatement porté secours aux naufragés, et récupéré les premières dépouilles.

Lundi après-midi, trois navires de la marine et un avion de surveillance maritime espagnol ont survolé encore la zone pour retrouver d'éventuels survivants. Le conducteur et propriétaire de l'embarcation, un pêcheur sénégalais de 52 ans qui a survécu en parvenant à nager jusqu'au rivage, a donné quelques détails lors de son arrestation. *"Avant le départ, la pirogue contenait 86 personnes, des amis et parents qui m'ont contacté pour que j'embarque leurs enfants. Mais des gens arrivaient et montaient à mon insu. Ce qui a fait évoluer le nombre de passagers"*. On estime ainsi que des dizaines de migrants sont encore portés disparus. Les recherches se poursuivent pour tenter de retrouver d'autres corps, indique la marine sénégalaise. On ne sait pas avec certitude combien de personnes avaient pris place dans la pirogue mais on estime qu'elles étaient une centaine, ce qui porterait le nombre de disparus à des dizaines d'exilés.

"C'est une catastrophe qui malheureusement va se reproduire car ces jeunes sont déterminés à partir", affirme un conseiller municipal à Mbour et oncle de l'un des naufragés de 38 ans. La ville a même été vidée de sa jeunesse : *"On ne voit plus de jeunes dans le quartier car la plupart sont partis pour l'Espagne"*. Depuis plusieurs années, les départs depuis les côtes sénégalaises ont repris à mesure que les contrôles en Méditerranée se sont intensifiés. Les Sénégalais fuient la pauvreté, le chômage ou l'absence de perspectives d'avenir dans leur pays.

Ils embarquent clandestinement moyennant finances sur des pirogues ou des embarcations précaires, complètement inadaptées à de telles traversées. Il faut au moins cinq jours de navigation pour parcourir les 1 700 kilomètres jusqu'aux Canaries dans des conditions décrites comme terribles par les survivants, à la merci de la faim et la soif, du soleil, des éléments et des avaries. Les forts courants et les vents violents peuvent aussi faire dériver les embarcations. Début août, une pirogue avec 14 corps décomposés a été découverte près des côtes de la République Dominicaine, dans la mer des Caraïbes. Selon les premiers éléments retrouvés à bord, dont des documents d'identité mauritaniens et sénégalais, la pirogue avait pris la route des Canaries avant de dériver de l'autre côté de l'Atlantique. Selon l'ONG Caminando Fronteras, plus de 5 000 personnes ont péri dans l'Atlantique en tentant de rejoindre les îles espagnoles sur les cinq premiers mois de l'année, soit 33 morts par jour.

Pour tenter d'enrayer ce phénomène, les autorités sénégalaises multiplient les interceptions près de leurs côtes. Mardi, la marine a encore indiqué avoir arrêté deux pirogues transportant plus de 400 *"candidats à l'émigration irrégulière dont 20 enfants"*, au large du Sénégal. Le Premier ministre sénégalais avait lancé un appel début Juillet : *"Je lance encore un appel à la jeunesse : votre solution ne se trouve pas dans les pirogues"*, avait-il dit), devant des centaines de

jeunes. "L'avenir du monde est en Afrique, et vous devez en être conscients, vous les jeunes. Le seul continent qui a encore une marge de progression et de croissance importante, c'est l'Afrique", avait-il estimé. Sans succès.

"Les jeunes qui partent veulent être au cœur de la mondialisation, pas des victimes"

Au Sénégal, l'armée donnait le week-end dernier un premier bilan de l'opération "Djoko" lancée le 15 août, pour lutter contre l'émigration clandestine. Depuis dix jours, des forces de l'ordre patrouillent sur le littoral, pour empêcher les départs de migrants clandestins depuis les côtes sénégalaises. En tout, 453 personnes, dont plus de la moitié de nationalité sénégalaise, ont été interpellées. Et parmi elles, des membres de réseaux de passeurs. Le Premier ministre espagnol fait étape au Sénégal, pour évoquer l'immigration irrégulière. Y a-t-il eu un changement de politique depuis l'arrivée au pouvoir au Sénégal du duo Faye-Sonko ? Un sociologue qui enseigne à l'université Gaston-Berger de Saint-Louis, et préside l'Observatoire sénégalais des migrations répond.

RFI : L'armée sénégalaise a déclaré avoir interpellé 453 personnes candidates à la migration irrégulière, parmi lesquelles des passeurs, dans le cadre de l'opération Djoko. Quel est votre regard sur cette opération lancée par les nouvelles autorités ?

Aly Tandian : *Les recherches n'ont cessé de montrer les limites de la sécurisation en matière de réponse sur les questions de migration irrégulière. Alors, je ne sais pas pourquoi l'État du Sénégal a pris cette option. Ce que d'autres n'ont pu faire en termes de sécurisation des frontières, je ne vois pas comment l'État du Sénégal pourrait le faire. Pour rappel, il y a Frontex qui a eu à mener durant plusieurs années un contrôle strict et sévère des côtes européennes et extra-européennes.*

Frontex est l'agence qui contrôle et sécurise les frontières de l'Europe...

Frontex n'a pas pu apporter des réponses parce que les causes de la migration irrégulière sont d'abord sociales. Je pense qu'il faudrait plutôt chercher les réponses au niveau du social, mais pas au niveau sécuritaire.

C'est vrai que l'opération militaire Djoko correspond au modèle répressif que l'on peut voir dans plusieurs pays luttant contre l'immigration clandestine. Avez-vous constaté une nouvelle approche depuis l'arrivée du président sénégalais et de son Premier ministre?

Ce qu'on a pu remarquer, c'était le grand silence. À ce jour, sans me tromper, il y a eu deux, trois petites sorties. Une première sortie par le président de la République lorsqu'il a reçu le Président du Conseil européen Charles Michel qui était là. Et la deuxième sortie qui a été constatée, c'est le Premier ministre lorsqu'il s'est rendu à Saint-Louis suite à un nouveau drame migratoire. Ce silence inquiète parce qu'entre-temps, il faut le dire, il y a eu beaucoup de pertes de vies. Pour rappel, du 1^{er} janvier au 31 juillet 2024, près de 27 640 migrants ont atteint les côtes des îles Canaries à bord de 822 embarcations. Ce sont des chiffres qui interpellent, d'autant plus qu'il y a une augmentation de plus de 12 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le deuxième élément, c'est que nous avons toujours mobilisé des hypothèses en soutenant qu'il y a eu des départs parce qu'il y a l'absence d'avenir pour plusieurs candidats à la migration irrégulière, parce qu'il y a une vie difficile. Mais qu'est-ce qui a changé ? On a changé d'acteurs politiques, mais cette population juvénile n'a pas encore trouvé une réponse qui pourrait les rassurer et qui pourrait leur donner l'opportunité de rester davantage. Au contraire, les choses se sont intensifiées. Entre-temps, il y a une juvénilisation des candidats à la migration irrégulière, une présence de plus en plus importante de femmes et de jeunes filles sur les routes migratoires et désormais, un éclatement des destinations. Si auparavant on parlait de « Barça » ou « Barzakh » pour évoquer ceux qui partaient à Barcelone, aujourd'hui il y a de plus en plus de jeunes qui partent vers des destinations de plus en plus lointaines, ce qui laisse penser l'absence d'espoir, de réponse à offrir à cette population juvénile.

Et parmi ces lointaines destinations, il y a le Nicaragua, par lequel passent de plus en plus

de migrants pour ensuite traverser plusieurs pays d'Amérique latine avant d'atteindre les États-Unis. D'après les statistiques américaines, l'an dernier, plus de 60 000 Africains ont rejoint illégalement les États-Unis par ce moyen, dont 20% de Sénégalais. Et ce n'est pas donné car il faut compter entre 8 000 et 10 000 dollars pour le voyage et les passeurs. Donc, c'est aussi toute une économie dont on parle ?

Aujourd'hui, il y a toute une échelle qui est établie depuis les banlieues, les marchés et même les universités pour faciliter le départ des jeunes. Ces jeunes partent davantage, cherchant çà et là de l'argent en mobilisant des bourses, vendant le peu qu'ils possèdent pour partir, avec assez souvent la contribution de la parentèle. Les jeunes parlent du besoin de « se sauver », parce qu'en face ils n'ont rien d'autre que du noir et l'absence de perspectives. Quand les gens pensent que partir est une forme de suicide, c'est parce qu'ils ignorent les conditions de vie dans lesquelles les populations vivent dans leur territoire d'origine. Ces jeunes qui partent, ils veulent être au cœur de la mondialisation, ils ne veulent pas continuer à en être de simples victimes. Ce sont des acteurs qui profitent des technologies de l'information et de la communication, qui sont au courant du développement du monde. La grande difficulté que nous avons aujourd'hui, c'est que nous avons un éclatement des réponses, alors qu'on a plutôt besoin d'une mobilisation d'acteurs divers, d'une mobilisation des États pour trouver une réponse régionale, et non pas une réponse pays par pays.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-grand-invite/C3%A9-afrique/20240827-%C3%A9migration-clandestine-ces-jeunes-qui-partent-veulent-%C3%AAtre-au-c%C5%93ur-de-la-mondialisation-pas-des-victimes>

TUNISIE

La nouvelle SAR zone tunisienne ne répond pas aux appels

C'est un appel comme il y en a des centaines, lancés depuis des années, par les ONG présentes en mer Méditerranée. "Urgent : un canot coule actuellement en Méditerranée. Il s'est dégonflé et 12 personnes sont dans l'eau depuis plus de deux heures, probablement pour réduire le poids et protéger les 4 enfants à bord. LES AUTORITÉS IGNORENT NOS APPELS À L'AIDE ! (sic)". Cet appel de détresse a été lancé par l'ONG allemande Sea Watch, le 26 août 2024 à 17h. Ce jour-là, leur avion de reconnaissance, le Sea bird, survole la Méditerranée et repère le canot dégonflé et plusieurs personnes dans l'eau. Sea Watch demande en urgence l'aide des garde-côtes italiens, mais ces derniers les renvoient vers les Tunisiens, officiellement en charge de la zone maritime où se trouve le canot.



Les différentes SAR zones en Méditerranée. Crédit : SOS Méditerranée

Depuis le mois de juin, en effet, les tunisiens se sont doté d'un "centre de recherche et de sauvetage" (MRCC), sorte de tour de contrôle maritime en charge d'une zone précise de la Méditerranée, appelée SAR zone (voir la carte).

Tunis avait annoncé fièrement la création de ce nouveau MRCC. "*Sur décision présidentielle, la Tunisie peut aujourd'hui donner un cadre juridique à ses opérations de recherche et de sauvetage en mer*", déclarait ainsi le ministre de la Défense. "*Cette décision comprend la création d'un centre de coordination et les garde-côtes tunisiens seront en charge de ces opérations. Nous voulons renforcer l'efficacité de l'intervention de l'État tunisien [...] dans le but de fournir un service de recherche et de sauvetage maritime au bénéfice de tous les usagers de la mer, tunisiens et non tunisiens, dans la zone de responsabilité tunisienne*". Concrètement donc, les Tunisiens ont la responsabilité de secourir toute personne en détresse dans leur SAR zone, comme les embarcations de migrants en perdition.

Et pourtant, lundi 26 août 2024, ce sont des appels dans le vide qu'ont lancés les humanitaires de Sea Watch pour secourir les migrants à l'eau. "*Dans le passé également, lorsque nous appelions [les autorités tunisiennes], nous ne parvenions à joindre personne. Leur adresse e-mail était en panne, les appels n'aboutissaient pas. Si nous parvenions à quelqu'un, il ne nous aidait pas. D'après notre expérience, il semble évident que leur mission n'est pas de sauver des vies*", a déclaré l'équipe de communication de l'ONG Sea Watch. "*Jusqu'à présent [mardi 27 août], ni les autorités tunisiennes, ni italiennes, ni maltaises n'ont fait quelque chose pour secourir cette embarcation*".

C'est le voilier Nadir de l'ONG Resqship qui est finalement venu au secours des naufragés. "*Vers 1h du matin [mardi matin ndlr], nous avons trouvé 19 personnes en détresse en mer. Nous les avons récupérées, elles sont à bord. Le Nadir est maintenant en route vers Lampedusa*" pour débarquer les rescapés.

Une SAR zone, c'est quoi ?

Les conventions maritimes internationales (OMI) divisent les "eaux internationales" en plusieurs zones qui se trouvent chacune sous la responsabilité d'un État côtier. Au sein de sa SAR zone, un État doit assurer la prise en charge et la coordination des secours en mer. En Méditerranée centrale, il existe des SAR zones maltaise, italienne et libyenne, par exemple. Concrètement, cela signifie que les navires de chaque pays peuvent se déplacer dans leurs eaux territoriales et dans leur SAR zone pour aider toute personne en détresse en mer. "*Ce n'est pas une zone où l'État jouit d'une autorité ou de droits étendus, mais plutôt un espace de responsabilité*", précise un professeur à la Faculté de médecine de Grenoble, responsable du diplôme "Santé-Solidarité-Précarité".
<https://theconversation.com/sauvetage-des-migrants-naufrages-en-mediterranee-comment-la-politique-de-lue-doit-evoluer-222453>

La situation des migrants laissés sans aucun soin est catastrophique

Dans l'est de la Tunisie, la route qui mène de Sfax à Jebeniana est bordée de campements de fortune qui ont pris le nom des bornes kilométriques les plus proches : km 19, km 24, etc. Des milliers de migrants y vivent dans le plus grand dénuement depuis l'évacuation du centre-ville Sfax, à l'été 2023. Sans aucune assistance de l'État, la vie s'y organise de manière anarchique. Si l'accès à la nourriture est erratique, l'accès à l'eau potable est encore plus problématique. Les migrants boivent l'eau non potable qui sert à arroser les oliviers. Dans ces conditions, il n'a fallu que quelques semaines pour que la situation sanitaire sur les campements devienne hautement préoccupante. Après plus d'un an de présence des migrants dans ces campements improvisés, elle est devenue dramatique.

Selon le groupe Refugees in Libya qui recense les mauvais traitements subis par les exilés en Libye et en Tunisie, les oliveraies où se trouvent les campements serviraient également de lieu d'épandage des fosses septiques. Depuis des mois, l'organisation alerte sur la situation. Début septembre 2024, le fondateur de Refugees in Libya, a lancé une cagnotte en ligne pour collecter des

dons afin de fournir du matériel médical aux habitants des camps. *"Les migrants ne peuvent pas se déplacer librement, ils ne peuvent tout simplement pas se rendre dans une clinique ou une pharmacie pour acheter des médicaments, de sorte que les bénévoles médicaux dépendent de la gentillesse des habitants pour acheter des médicaments essentiels, tels que des antibiotiques, des pansements et des produits désinfectants comme l'iode et l'alcool".* *"Cependant, récemment, l'intermédiaire a disparu avec l'argent qui lui avait été donné, donc maintenant les camps n'ont plus d'antibiotiques, plus de pansements stériles, encore moins de kits de suture, il est difficile de fermer les plaies et de les traiter, sans parler de prévenir les infections"*. Pourtant, les besoins en matériel médical ne cessent de croître dans les campements. Originaire de Sierra-Leone où il était médecin anesthésiste, et seul médecin de la zone, il tente, avec l'aide de cinq infirmières de soigner tout ce qu'il peut. *"Les deux seuls instruments médicaux que j'ai sont un stéthoscope et un tensiomètre"*. Depuis janvier, le soignant fait des kilomètres par jour à pied, d'un campement à l'autre, pour tenter de voir un maximum de patients.

Cette équipe médicale de fortune prend notamment en charge de très nombreuses personnes souffrant de graves plaies provoquées par des coups de machettes *"sur n'importe quelle partie du corps"*. *"Ça arrive très fréquemment qu'une personne soit blessée [à la machette] dans une embuscade. Ici, si vous êtes un noir subsaharien, vous ne pouvez pas marcher seul"*. Si les blessures par machette sont souvent causées par des Tunisiens, des affrontements entre communautés sur les campements font aussi de nombreux blessés. *"Une dizaine de personnes dans le campement ont été blessées à la machette, par des cailloux ou de coups de bâtons"*, selon un jeune Guinéen. Embuscades sur la route, attaques dans les champs ou dans les campements... Le jeune homme décrit une situation sécuritaire intenable où de plus en plus d'exilés s'arment d'une machette pour se défendre d'une potentielle attaque. Si bien qu'aujourd'hui *"70 % des habitants du camp possède[raient] une machette"*, selon lui. Le Guinéen a tenté trois fois de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, sans succès. Il souligne une pratique récente qui témoigne, elle aussi, de l'insécurité ambiante. *"À chaque fois qu'on part, une quinzaine de personnes nous accompagnent avec des machettes pour nous protéger [...] Les agresseurs veulent prendre la place des personnes sur le bateau ou voler le moteur"*.

Pour prendre en charge les cas les plus graves, l'équipe médicale a mis en place des tentes qui font office de centres de santé de fortune sur deux des campements. Mais les structures sont dérisoires et le matériel pour suturer les plaies et faire des pansements manque.

Il y a propagation de maladies graves dues aux mauvaises conditions de vie dans les campements. De nombreuses personnes présentent des symptômes de choléra, dysenterie et typhoïde. Des maladies dont la propagation est généralement due à un contact avec de la nourriture ou de l'eau souillée. Le médecin dit également avoir observé des cas de syphilis, une maladie sexuellement transmissible. *"Entre le mois dernier et aujourd'hui, j'ai comptabilisé 568 personnes malades. Et ce nombre ne fait qu'augmenter puisque je ne peux pas les prendre en charge correctement"*, déplore le soignant qui souligne que son diagnostic ne repose que sur l'observation des symptômes de ses patients faute de matériel *"pour faire des prélèvements et des tests"*. Dans les campements, l'équipe médicale improvisée est également sollicitée par de nombreuses femmes enceintes. Des grossesses à hauts risques car ces femmes ne bénéficient d'aucun suivi médical et que certaines résultent d'un viol. Parfois, certaines femmes doivent même donner naissance dans les campements, malgré les conditions d'hygiène déplorables.

Selon une étude réalisée en juillet 2024 par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux auprès de 379 migrants interrogées dans trois gouvernorats (Tunis, Sfax et Médenine), *"40,1 % des migrants ne disposent pas d'accès à l'eau potable et près de 70 % affirment connaître des migrants en manque de nourriture"*. Face à cette misère, le docteur fait de son mieux pour soulager les migrants des campements des oliveraies, mais la tâche est immense. *"Je suis là pour prendre soin de ces gens mais je ne peux pas le faire seul. C'est vraiment très difficile pour moi"*.

AMERIQUE

LATINO-AMERICAINS

Les craintes d'un exode massif augmentent à mesure que le Venezuela s'enfoncé dans sa crise politique et économique. Des plus en plus de Vénézuéliens demandent déjà l'asile en Europe, notamment en Espagne. Les Vénézuéliens en exil aux îles Canaries demandent à l'Espagne d'accélérer les délivrances de permis de séjour et de travail sans qu'il leur soit nécessaire de demander l'asile. L'Association de solidarité avec le Venezuela (La Asociación Solidaridad Venezuela) estime que la situation actuelle au Venezuela est proche d'un "*un état de guerre*".

Depuis l'élection présidentielle contestée du 28 juillet 2024, les forces de sécurité vénézuéliennes mènent une répression féroce contre les voix dissidentes. Au moins 16 personnes ont été tuées dans des affrontements et des émeutes à travers le pays. Plus de 2 000 personnes ont été arrêtées pour avoir protesté contre le président Nicolas Maduro. La dirigeante de l'opposition a d'ores et déjà mis en garde contre une "*vague migratoire*" si le chef de l'Etat s'accroche au pouvoir par la force.

L'Espagne reçoit un grand nombre de demandes d'asile de personnes originaires d'Amérique latine, notamment de la part de ressortissants du **Venezuela, de Colombie, du Pérou, de Cuba et du Honduras**, selon l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA).

Les **Vénézuéliens et les Colombiens** se retrouvent aux quatrième et cinquième rangs des demandeurs d'asile dans l'Union européenne (UE), après les Syriens, les Afghans et les Turcs. Les Péruviens se classent au 10e rang, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La plupart entrent dans l'UE par avion, puis finissent par dépasser la durée de leur visa ou déposent une demande d'asile. De nombreux Latino-Américains considèrent la route vers l'Europe plus sûre, alors qu'il devient de plus en plus difficile d'émigrer vers les États-Unis.

Environ 400 000 personnes nées au Venezuela vivent actuellement en Espagne, notamment dans l'archipel des îles Canaries et à Madrid. Selon les statistiques officielles espagnoles, les Vénézuéliens ont figuré parmi les trois principales nationalités arrivées sur les îles Canaries entre avril et juin de cette année. Ils ont même représenté le plus grand nombre d'arrivées dans la ville de Santa Cruz de Tenerife. Selon l'Institut national espagnol de la statistique (Instituto Nacional de Estadística), 44 000 Vénézuéliens sont entrés en Espagne au cours du premier semestre de l'année, ce qui représente une moyenne de 241 arrivées par jour et une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente.

Mais ce n'est pas seulement vers l'Espagne que les Vénézuéliens et plus largement les Latino-Américains se dirigent. Voici les nationalités des demandeurs d'asile latino-américains selon les pays de l'UE en 2023 (source : OIM 2024)

- Vénézuéliens : Espagne, Allemagne, Islande, Italie
- Colombiens : Espagne, Allemagne, Italie, France
- Péruviens : Espagne, Italie, France, Allemagne
- Cubains : Espagne, Allemagne, Italie, France
- Honduriens : Espagne, Italie, Allemagne

Alors que la plupart des Latino-Américains préfèrent l'Espagne aux autres pays de l'UE, l'Italie fait également partie des destinations privilégiées. L'Allemagne et la France deviennent également de plus en plus un refuge pour celles et ceux qui cherchent à fuir la persécution, la violence, la criminalité, la corruption, l'instabilité économique et les impacts du changement climatique. La porte-parole du Bureau de l'Envoyé spécial de l'OIM pour la réponse régionale à la situation au

Venezuela, a déclaré que les réseaux familiaux, la langue, l'existence d'importantes communautés de migrants déjà en Europe *"peuvent expliquer la répartition des ressortissants latino-américains à travers l'Europe, avec une préférence pour l'Espagne et l'Italie, où l'acquisition de la citoyenneté peut également être facilitée pour les descendants d'anciens immigrants espagnols et italiens d'Amérique latine et des Caraïbes"*.

Le porte-parole de l'EUAA, ajoute que l'UE observe également des arrivées de plus en plus importantes de ressortissants péruviens : *"Bien que relativement faibles en termes absolus, les quelque 23 000 demandes d'asile déposées par des Péruviens en 2023 représentent près du double du chiffre de 2022 et près de quatre fois le nombre de demandes déposées en 2020."*

La majorité des pays d'Amérique latine ont conclu des accords d'exemption de visa avec l'UE, ce qui signifie que leurs ressortissants peuvent se rendre régulièrement en Europe et demander l'asile. Toute personne peut demander une protection internationale une fois sur le sol européen, quel que soit le moyen par lequel elle est entrée dans l'UE. Ainsi, les Vénézuéliens, les Colombiens et les Péruviens bénéficient d'un accès sans visa à l'UE pendant une période pouvant aller jusqu'à 90 jours. Une alternative intéressante serait de pouvoir directement lancer sa demande d'asile depuis l'Amérique latine, explique la porte-parole de l'OIM, citant l'exemple du bureau au Costa Rica pour les ressortissants nicaraguayens qui veulent se rendre en Espagne. *"Ce modèle pourrait être reproduit avec les nationalités concernées en Amérique latine et dans de nombreux pays d'accueil en Europe, et faciliter les processus migratoires, ce qui profiterait à la fois aux candidats et aux pays de l'UE"*.

Toutefois, les demandes d'asile en Amérique latine ont en réalité des taux d'acceptation très faibles. *"Jusqu'à la fin du mois de septembre 2023, le taux de reconnaissance dans l'UE pour les Colombiens était de 5 % en moyenne. Dans le cas des Péruviens, il était de 4 % et enfin, pour les Vénézuéliens, il s'élevait à environ 2 %"*. En Espagne aussi, la quasi-totalité des décisions en première instance déboutent les demandeurs d'asile latino-américains. *"Ces données ne dressent pas un tableau complet. En effet, lorsque l'on prend en compte les programmes nationaux d'admission humanitaire, le taux de protection effective augmente considérablement"*.

Malgré cet important flux migratoire, les parcours des Latino-Américains arrivant en Europe sont peu relayés, que ce soit par le monde politique ou médiatique, contrairement aux arrivées de migrants africains.

Selon l'Observatoire de l'ONUDC sur le trafic illicite de migrants, basé à Vienne, *"dans l'ensemble de l'Europe, et c'est la même chose aux États-Unis par exemple, la grande majorité des migrants sans papiers dépassent tout simplement la durée de leur visa touristique. Mais il y a cette imaginaire, cette idée d'une sorte d'invasion (depuis l'Afrique), à laquelle je ne souscris pas et qui est un non-sens"*. Qui dénonce l'exploitation qui est faite des images *"de bateaux ou de personnes arrivant à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. En fait, par rapport à la population, cela constitue un nombre d'arrivées très faible"*.